le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Les élections, ça vous amuse toujours ?

Un seul vote utile

LA GRÈVE

La manifestation libertaire du 1er mai place des Fêtes à Paris. Photo : Daniel Maunoury

M 02137 - 1477 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

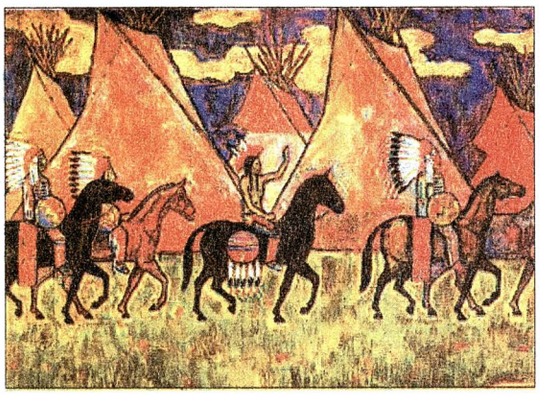
« Notre mission est de montrer au peuple que le remède n'est pas de changer le gouvernement, mais d'abolir le gouvernement. »

Errico Malatesta

hebdo n° 1477

du 10 au 16 mai 2007

Sommaire



L'avenir du **site PSA d'Aulnay,** par un travailleur, *page 4*

Hard discount salarial à **Lidl,** par P. Schindler, *page 5*

L'autruche, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Nouvelles des **fronts,** par H. Lenoir, *page 7*

JDC Imprimerie doit vivre, par S. Bull, *page 8*

Palestine : du droit à l'existence, par Olix, *page 10*

«Gérer» les **sans-abri,** par J.-P. Garnier, *page 11*

Jamel, **le CRS,** par N. Potkine, *page 14*

Non à **l'odre sexuel patriarcal**, par D. Brubonde, *page 15*

Critique du **don,** par Edouard, *page 17*

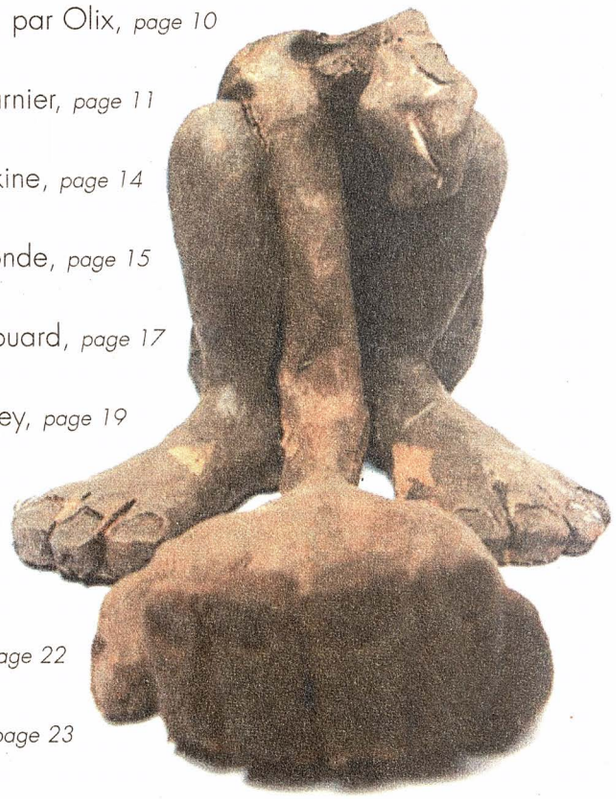
La révolte des **vieux,** par B. Rey, *page 19*

Deux enfants d'un même pays, par C. Passevant, *page 20*

1er mai rouge et noir , par le groupe de Strasbourg *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 € ◯

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Éditorial

Maintenant, la rue

La manifestation libertaire du 1er mai place des Fêtes à Paris. Photo: Daniel Maunoury

DÉPITÉS ! La majorité des Français est, ce dimanche soir, à l'heure où nous bouclons ce numéro, dépitée de voir l'avocat aux dents longues arriver au pouvoir et au sommet de sa carrière.

Telle est leur démocratie, la règle du jeu de l'élection au suffrage universel direct à deux tours. En effet, monsieur le comte de Naguy Bocsa a obtenu un score très nettement supérieur aux 50 % plus une voix qui lui était nécessaire pour parvenir à la chefferie de l'État. Ce processus électoral entraîne que – alors qu'au premier tour à peine un quart des inscrits sur les listes électorales voulaient se donner comme maître le leader de la libéralisation sans entrave – celui-ci se retrouve élu. Ne nous leurrons pas, l'arrivée d'un nouveau président de la République n'a jamais changé fondamentalement notre condition d'exploités, et Ségolène Royale, sa partenaire, telle que l'a qualifiée notre nouveau président, serait-elle arrivée en première position que cela n'aurait pas changé grand-chose au sort qui nous est réservé.

L'espoir que certains ont mis à faire barrage à la droite pour mettre la gauche à sa place a été déçu. Et maintenant, la question qui se pose est : où va se canaliser l'énergie de ceux qui, massivement, ont cru que ces élections pouvaient changer leur vie ? Vont-ils, naïvement, reporter leurs espérances vers les prochaines législatives, pour encore remettre à d'autres le soin d'exécuter ce que eux seuls peuvent réaliser ? Ou enfin réaliseront-ils que les bouffons qui nous gouvernent ne représentent qu'eux-mêmes, et que si nous voulons que le monde bouge, il est temps que nous prenions nos propres affaires en main.

Ce n'est qu'en nous organisant nous-mêmes, dans nos quartiers et dans nos entreprises, que nous pourrons créer une véritable résistance à la domination que nous font subir les maîtres de la finance et les politiciens. Ce n'est pas par dogmatisme que les anarchistes appellent à déserter les urnes, mais bien parce que l'expérience nous a montré que les élections n'ont jamais changé quoi que ce soit dans l'ordre exploiteur-exploités. Le troisième tour social n'étant pas à l'ordre du jour des leaders des organisations syndicales, c'est bien à la base de décider enfin que ça suffit.

AINSI, les urnes ont décidé que le nain napoléonien présiderait le pays les cinq années à venir. Les moutons, échappés des baignoires, se sont rendus en troupeau dans les bureaux de vote, autre manière de se laisser gentiment égorger. Peu importe, au final, le non-événement a eu lieu, qui ne bouleversera que celles et ceux dont la croyance en la démocratie, utopie inachevée, permet de penser encore qu'ils sont écoutés. A ceux-là, quel que soit leur vote, on souhaitera de n'avoir pas oublié de passer à la pharmacie acheter un tube de vaseline avant de se rendre aux urnes.

Se rendre, c'est le mot, tant une fois encore l'acte électoral prouva, ce dimanche, son inanité. Cependant, de cette élection, on peut tirer certains enseignements, utiles peut-être pour l'avenir. Premièrement le front anti-Sarko n'a pas suffit à empêcher le nabot d'accéder aux plus hautes fonctions. Ce front, mollement motivé, cette ligne Maginot de la gauche bien-pensante, fut tout simplement contournée par la grâce de veilleurs endormis par les balivernes ségoléniennes. « Je veut réconcilier les Français et l'entreprise », lâcha par exemple la cruche. Belle version droitiste de la lutte des classes. Secondement, dans cette campagne, chaque candidat s'efforça, souvent avec succès, de faire un pas vers la droite. De Laguiller appelant à voter pour Royal à Sarkozy reprenant à son compte le programme du Front national (en passant par Royal, jouant le centre contre la gauche), chacun semble avoir accompli son aggiornamento. Au final, ce soir, nous assistons à une victoire flagrante du libéralisme, comme si les électeurs français avaient voté en même temps pour Bush et pour Thatcher. La révolution conservatrice est donc en marche, et personne ne pourra sérieusement s'y opposer, puisque Royal, candidate de droite, a achevé la gauche. Les scores du Parti communiste, de LO, de les Verts et autres Bové, montrent assez l'audience de la gauche antilibérale, qui donne l'impression d'avoir cessé d'exister.

L'essentiel bien sûr, est ailleurs. La casse du Code du travail, la casse des acquis sociaux, la chasse aux sans-papiers, la chasse aux pauvres, n'en doutez pas, est dès ce soir ouverte. Ce soir, ce n'est pas seulement Sarkozy qui a gagné, mais aussi le MEDEF, et les commissariats. Cette fois il ne suffira pas d'être nombreux dans la rue, il faudra également être déterminés, et pugnaces, car Sarkozy n'est pas Villepin. Le néo-nationaliste atlantiste pro-Bush ne reculera pas, sachez-le, devant une poignée de millions de manifestants. Où seront les électeurs de Ségolène lorsqu'il faudra se heurter aux policiers, subir la violence soi-disant légitime ? Devant Jean-Pierre Pernault, comme depuis des années ?

Encore ne parlons-nous ici que de politique intérieure. On préfère s'interdire de se demander quelle sera la position de Sarko vis-à-vis, au hasard, de l'Irak, de la Palestine.

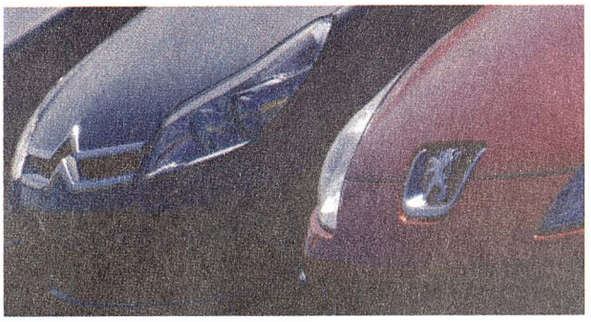
Au final, ce qui fut élu ce soir, c'est le pire de la régression, pur produit du capitalisme. Qui s'en étonnera ? Sarkozy ne fut jamais que la pire des solutions, il n'est pas surprenant que la France l'ait choisi.

Fred,
Groupe libertaire Louise-Michel de la Fédération anarchiste

PSA Peugeot Citroën

Site d'Aulnay : fermeture d'une ligne de montage

Jusqu'à présent, le site PSA d'Aulnay-sous-Bois comptait deux lignes de montage. Or, la direction a décidé d'en supprimer une en septembre 2008...



LE 20 AVRIL, le mensuel *Capital* annonçait sur son site Internet la volonté du groupe de supprimer 10000 emplois chez PSA et ses sous-traitants. Toujours d'après le mensuel, le gouvernement aurait fait pression pour que l'annonce ne soit pas faite avant la fin des élections.

Dans un premier temps Hugues Dufour, porte-parole de PSA, annonce : « C'est une information que je ne peux pas vous confirmer. Il n'y a pas de plan de restructuration en prévision. » Les syndicats commencent alors à ronchonner, quand ce même monsieur rappelle que la direction des ressources humaines du groupe avait mené début avril des négociations sur la Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC) et qu'un accord-cadre GPEC a été signé début avril par cinq syndicats. « Cet accord prévoit de façon prospective l'évolution des emplois chez PSA et prévoit, en cas de nécessité pour l'entreprise, de supprimer des emplois, de faciliter des départs sur la base du volontariat avec des aides financières de l'entreprise », a expliqué Hugues Dufour. Cet accord « n'est qu'un cadre », ajoute-t-il. « Il n'y a rien de prévu aujourd'hui. » Ouf ! nous voilà rassuré... sauf que le jeudi 26 avril, Christian Streiff – PDG de PSA – a annoncé un plan de réduction d'emploi pour 2007 portant sur 4800 départs « volontaires ». La CFE-CGC a tout de même son petit mot à dire et affirme qu'aucun site ne sera fermé ! Là encore, on a envie de dire ouf !

Sauf que, encore une fois, nous allons bien vite être déçus, car si nous n'avons aucune certitude quant à la fermeture à court terme d'un site, nous avons appris que la réduction de la production à Aulnay-sous-Bois était planifiée. En effet, dès septembre 2008, il est prévu de supprimer une des deux lignes de production au montage. C'est la ligne 1 du montage qui sera remplacée par des bureaux. Et nous ne pouvons croire que la moitié des ouvriers et techniciens travaillant au montage est en âge de partir à la retraite d'ici à un an et demi ! Mais nous sommes décidément bien bêtes, car le plan de suppression d'emploi « sans licenciements » est pour 2007, Streiff aura sûrement un nouveau plan pour 2008 !

Planification du projet :

Phase 0 – août 2007 : modification de la zone de retouche pour préparer le terrain.
Phase 1 – septembre 2008 : le site d'Aulnay se passera d'une ligne de montage, la ligne du montage 2 sera utilisée. Le montage 1 sera démonté.
Phase 2 – 2009 à 2010 : après démontage du montage 1, implantation de bureaux à la place.

Objectifs : gain de place et d'effectifs.

La famille Peugeot se serre la ceinture ?

Les dividendes perçus par la famille Peugeot, au titre de l'année 2005 se montent à 95 millions d'euros[1]. C'est la 9e fortune professionnelle de France avec 3,4 milliards d'euros : elle fait partie des plus riches résidents en Suisse. La fratrie a monté une société d'investissement : la FFP qui détient entre autres 30 % de PSA. Nul ne peut vendre des actions de la FFP à un non-membre de la famille, ce qui leur permet de verrouiller le contrôle de PSA, dont ils monopolisent 43 % des droits de vote. Et comme ils ont beaucoup d'enfants à nourrir, ils ont dû se résoudre ces deux dernières années à faire quelques économies en supprimant près de 15000 emplois chez PSA.

Streiff, un habitué des licenciements

À l'initiative du plan Power 8 chez EADS, qui compte quelque 10000 suppressions d'emplois (4500 en France) pour compenser le coût du retard de l'Airbus. Streiff a démissionné d'Airbus et est arrivé à PSA. Quelques mois plus tard, c'est reparti ! Il lance Cap 2010, un plan de réduction de coût et d'amélioration de production suivi d'une annonce de suppression d'emploi ! Après, dans les médias, on va encore les entendre dire qu'il faut remettre les chômeurs au boulot, qu'il faut qu'ils acceptent des boulots de merde ou être radiés des Assedic...

Main basse sur notre travail

Les patrons n'ont de cesse de justifier leur statut du fait qu'ils « prennent les risques ». Or, les risques, ils les prennent quand tout va bien, pour se prendre la plus grosse part de ce que nous produisons ! Dès que leurs opérations financières ne marchent plus, c'est nous qui devons payer les pots cassés en étant mis à la porte. Marre du racket de la bourgeoisie ! Marre de l'État qui n'a pour rôle que de la protéger en envoyant sa milice en uniforme.

La force des travailleurs, c'est la grève expropriatrice et autogestionnaire !

Un travailleur pour un monde libertaire

1. Source : *Capital*, d'octobre 2006.

Nos poches se vident, les patrons s'engraissent !

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 mars 2007 de PSA, s'établit à 14874 millions d'euros, en progression de 6,5 % par rapport à celui du premier trimestre 2006.
Le chiffre d'affaires de Banque PSA Finance s'est élevé à 475 millions d'euros, contre 431 millions d'euros au premier trimestre de 2006.
Le chiffre d'affaires de Gefco (filiale transport de PSA) est ressorti à 888 millions d'euros, en hausse de 9,1 % par rapport à 2006.
Le chiffre d'affaires de Faurecia (filiale équipementier automobile de PSA) s'inscrit à 3243 millions d'euros en progression de 11,5 % par rapport à 2006.

Lidl

Hard discount salarial

Le syndicat allemand Verdi publie *le Livre noir de Lidl en Europe*. En effet, en France comme ailleurs, les pratiques du mastodonte de la grande distribution sont les mêmes : terreur psychologique au travail (avec une culture d'entreprise fondée sur le harcèlement moral), non respect des droits sociaux et syndicaux (conditions de travail dégradantes et répression systématique sur les représentants du personnel et syndicaux), voire interdiction aux employées d'être enceintes sous peine de rupture de contrat, comme ce fut le cas dans un magasin au Portugal. La marque compte 7 500 magasins dans vingt-trois pays européens, pour un chiffre d'affaires de plus de 40 milliards d'euros. Pourtant, dans les Lidl européens, le rythme de travail est effréné à cause du manque de personnel, à seule fin de satisfaire la revendication profonde des adhérents des syndicats patronaux et des gros actionnaires : « Du profit, toujours plus de profits et de bénéfices » !

En France, à Lidl Clichy, par exemple, la moyenne des heures supplémentaires non payées est de l'ordre de quinze heures par mois et par salarié (seul le chef de réseau local en décide). Les employés doivent donc « tout faire et à toute allure » : passer les commandes, remplir les rayons, stocker les marchandises, nettoyer le magasin, et ils sont contrôlés constamment par le chef de réseau. Les caissières sont sous pression et seule la peur du chef règne en maître des lieux. Mais, l'installation systématique de caméras vidéo pour surveiller les salariés se développe également sur tout le territoire. Avec cette logique de management, Lidl figure parmi les champions de l'instauration d'emplois précaires : la très large majorité des femmes salariées travaille à temps partiel. Enfin, le manque de personnel menace également l'hygiène des produits frais, comme le respect de la continuité de la chaîne du froid pour les produits surgelés.

Des témoignages qui en disent déjà long

L'union locale CGT d'Ile-de-France, basée à Clichy, a rassemblé des dépositions de nombreux salariés.

Nous en avons sélectionné quelques-uns.

« Je travaille dans un magasin qui dépend de la direction régionale d'Arpajon. Au départ, j'aimais bien mon travail, mais, depuis des mois, je suis en dépression, car les responsables du magasin m'ont purement et simplement détruite, brisée, broyée. Aujourd'hui, je suis à terre, mais je veux bien essayer de me relever pour aider, pour lutter. »

« Je suis salariée chez Lidl et, en ce moment, c'est très dur. Il faut augmenter les cadences ; pour la direction, la productivité est trop basse. On manque pourtant cruellement de personnel, mais notre chef de réseau ne veut pas embaucher, ni nous payer les heures supplémentaires. Il y a encore tellement de choses à dire… »

« J'ai trouvé votre adresse sur Internet. Un de mes enfants travaille chez Lidl. Il est actuellement en formation pour être responsable de réseau. Cette formation est un cauchemar : 90 à 100 heures par semaine, harcèlement moral, pression pour le faire entré dans le moule Lidl, c'est-à-dire mener la vie dure aux employés. On ne peut imaginer que cela existe au XXIe siècle. J'aimerai savoir si vous avez entamé des démarches et lesquelles. Je veux donner suite, afin de faire cesser ces agissements qui sont une négation de la dignité des gens. Merci par avance pour votre aide et bon courage… »

Patrick Schindler
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Quand l'autruche éternue…

Pendant ce temps-là, au Darfour…

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Durant le vrai grand débat large Ségo versus Sarko, nous n'eûmes pas assez de quatre mains pour noter billevesées balivernes et coquecigrues. Extraits.

S'agissant de la délinquance, Sarkozy sait quoi faire : **« La solution, c'est que des délinquants, y'en ai plus. »** Ah bah vouis mais alors qu'est-ce qu'on fait de toutes ces belles prisons flambant neuf ? Des centres de rétention, suis-je bête. Ségo, elle, veut **« réconcilier la France avec les entreprises. »** Sort de ce corps, Laurence Parisot… La lutte des classes, version Ségo : tiens salarié prends donc ce tube de vaseline, sois un peu coopératif… Toujours sur le thème du travail, madame Royal enchaîne, au risque de la surenchère : **« Je crois qu'on ne travaille pas suffisamment en France. »** Eh cocotte t'es pas la première à vouloir nous faire bosser plus. T'es une ambitieuse, toi. De retour dans le Poitou, touche-en deux mots à Raffarin. Sarko, lui, pour une fois se la joue modeste : **« Je souhaite qu'on puisse donner des heures supplémentaires aux jardiniers, aux cantonniers. »** On ne rie pas, nous manquons de géraniums et de coquelicots. Mais rémouleurs, forgerons et fabricants de chevaux de bois semblent avoir été oubliés du programme de l'UMP.

Sur le style de gouvernance, comme disent les trous du cul, nos deux compères divergent de manière radicale. **« Le chef de l'État que je serai, avec les présidents de région, vont enfin tirer dans le même sens »**, ose Royal, sans dire pour autant qui y'aura de l'autre côté de la corde. Et de préciser dans le même mouvement **« Je serai la présidente de ce qui marche, et sans œillères. »** Depuis, la rosse est de retour aux champs. De l'autre côté de la table, Sarkozy sous Valium tente une répartie : **« Moi je serai le président qui fera en sorte que ce qui ne marche pas, marche. »** Lutte contre la paraplégie, et transfert de l'Élysée à Lourdes seraient donc au programme.

Cependant, la vraie trouvaille du nain napoléonien fut de reprendre à son compte une idée vieille comme la droite : **« Mon ambition est de faire de la France un pays de propriétaires. »** Chien dans la cour, fusil au mur, et, comme disait Raiser, en croyant tirer sur son fils, il tue un cambrioleur. Un pays de pavillons, une Suisse, la neige en moins. Tentés ? Ce qu'on ne peut lui reprocher au nain, c'est de porter certaines valeurs : **« Je crois à la famille, et je crois au travail. »** Il est vrai que, comme la terre, eux ne mentent jamais… Oui mais la patrie dans tout ça ? Elle ne fut que très rapidement évoquée, au bénéfice de conseils donnés par le nabot à la grande sauterelle : **« Quand on emploie des mots qui blessent, on divise son peuple »**, pérora Sarkozy. Et c'est pas les moutons dans la baignoire, nettoyés au karcher, qui vous diront le contraire. Finalement il s'acheva lui-même avec cette vaste baliverne, appelée à entrer dans les annales mondiales du foutage de gueule : **« pour être président de la république, il faut être calme. »** Ce qu'il peut être énervant…

Frédo Ladrisse
avec la complicité de Frida Ladrissette

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

Prêves de combat

Soutien Amandine

Le directeur de Virgin et des complices syndicaux font croire que l'affaire de son licenciement abusif est classée suite à une non décision des Prud'hommes et laissent sous silence la date d'appel. Actions prévues par ses soutiens devant Virgin et grève de la FNAC contre 300 licenciements.

Femmes afghanes

Dans quatre provinces du Sud, la peur règne, tchadri obligatoire et écoles de filles régulièrement brûlées.

Paris réveille-toi !

Le soir du 1er tour, 150 sans-papiers et soutiens interdits au QG de Sarkopen, renvoyés vers la Bastille et encadrés par... 600 CRS ! Ils crient Paris réveille-toi dans les rues désertes, puis devant la hargne de la police s'allongent par terre avant d'être violemment expulsés.

Top of the roof

La police évacue la coordination des intermittents installés sur les toits de l'Unedic qui dénoncent avec Act-UP, contrôles, renvois incessants des malades de l'Unedic au handicap et radiations abusives.

Équité fiscale

Depuis le 1er janvier, le bouclier permet aux grosses fortunes 40 % maximum de prélèvements de leurs revenus annuels. Une riche héritière vient de ramasser 7,7 millions d'euros, après avoir été ponctionnée de 8 millions, le fisc lui a finalement rendu la quasi-totalité, après réinvestissement (indiscrétion CGT-impôts).

Airbus se tend

À Nantes et Saint-Nazaire, grève spontanée des salariés et syndicats pour une prime exceptionnelle.

Sécurité sécurisée

15 personnes habillées avec des tee-shirts sécurité portant chacun une interdiction, de marcher sur la route, d'attroupement, de parler trop fort, au faciès... on a eu à peine le temps de remonter la rue de la Roquette à Paris que, dénoncés par un patron de café, six mineurs parmi eux ont été arrêtés dans des voitures de police, comme du temps des milices.

Salaires patronaux stables

88 patrons du CAC 40 gagnent entre 1 et 3 millions d'euros ; le P.-D. G. de LVMH : 4, celui d'Axa : 3,76, et celui de Sanofi-Aventis : 3,36. En 2006, un montant inégalé de stock-options, bénéficiant d'un régime fiscal favorable : 2 millions pour récompenser la succession exemplaire du boss de L'Oréal.

Alertez les abeilles

100 Bruxellois du collectif Bzzut déguisés en abeilles mortes, allongés place Louise devant le siège de Bayer, producteur du Gaucho et Régent, interdit en France. Apiculteurs français et belges s'alarment de la surmortalité des insectes pollinisateurs et fécondateurs incontournables pour la survie de l'agriculture.

Bondieuseries

Rassurez les bébés morts non-baptisés autour de vous : le Vatican décide qu'ils ne finiront pas dans les Limbes, morceau d'enfer éternel réservé pour « en finir avec des métaphores qui ne rendent plus adéquat le message d'espérance de la religion chrétienne ». Ils en ont du boulot !

IVG libre au Mexique

Jusqu'à la 12e semaine de grossesse, une première dans ce pays très catholique. Les anti-IVG saisissent la Cour suprême, en attendant, grande avancée pour les 200 000 femmes concernées par an.

Police de l'air

Harcèlement sur deux foyers de jeunes travailleurs lyonnais, dont un des deux directeurs ordonne à ses agents d'obéir aux ordres de la PAF !

Censure homophobe

Illico, magazine gratuit homosexuel clairement positionné à gauche interdit par l'Intérieur pour pornographie : ça nous rappelle les années Marcellin !

Peine de mort

1 591 exécutions capitales dans le monde en 2006, dont 91 % en Chine, au Pakistan, Soudan, aux Etats-Unis. Amnesty demande un moratoire international (dernier rapport Amnesty).

Pétrole fantôme

En trois mois, 1 600 tonnes récoltées sur les côtes vietnamiennes et aucune idée sur leur origine, dégazage sauvage, fuite de plate-forme ? Le système pollueur payeur c'est bien, mais qu'on l'identifie !

Chômage : vrai faux taux fin février

Pour l'Insee, 8,4 % et 8 ,8 % pour Eurostat, l'organisme européen. Qui ment ?

Que maudite soit la guerre

Depuis février, un tiers des habitants de Mogadiscio a fui la ville, campe sous des arbres sans aide humanitaire, Bush en guerre contre le terrorisme continue à soutenir Addis-Abeba.

Drames de l'immigration

87 Sénégalais dérivant dans une barque, 2 cadavres repêchés au large des Canaries, 10 clandestins auraient été jetés à la mer par les autres passagers, tout ça pour être reconduits directement à la frontière.

Étrangers malades

Act-UP et Médecins du monde dénoncent l'expulsion de trois étrangers malades contre avis de médecins, ainsi que les fiches Intranet communiquées aux préfets énonçant les traitements proposés dans leurs différents pays du Sud d'origine, en négligeant répartition géographique et ressources financières.

Concours pollueurs

La Chine est en passe de devancer les États-Unis et de devenir le premier émetteur de gaz à effet de serre dans le monde, bien avant 2010, en raison de la rapidité de sa croissance économique.

Libérez Nathalie

Nouvelle demande de libération reportée pour l'ancienne militante d'AD hémiplégique à la suite de deux accidents vasculaires cérébraux... Papon mort dans son lit !

Sus aux SDF toulousains

Sommés de quitter leur campement en centre ville : circulez, vous n'intéressez plus les politicards !

Fachoteries

Les militaires ont voté à 53 % Sarkopen, 18,55 % pour l'original. À Eywiller (Alsace-nord) sur 157 voix exprimées : 64 Sarkopen, 30 pour l'original, 34 Bayrou, ça donne envie d'y passer ses vacances !

Racisme ordinaire

Deux Marseillais dessinent une croix gammée sur la poitrine d'une jeune femme de 22 ans qui portait un pendentif avec la lettre hébraïque Haï, après l'avoir frapée et lui avoir volé son portable.

Abott s'acharne

Le labo menace la Thaïlande de ne plus distribuer de médicaments d'urgence afin qu'elle retire sa procédure d'urgence pour fabriquer un générique du médicament anti-VIH produit par Abott !

Nouvelles des fronts

Doucement, les bouffons du 100 % à gauche, de la gauche populaire et autre altermondialistes se sont retirés du cirque médiatique. Bientôt les deux derniers pantins de la farce électorale retourneront l'un à ses fantasmes de toute puissance, l'autre à l'organisation de notre soumission. Mais rien ne dit qu'un troisième tour social ne soit pas possible et ce n'est pas le renégat Chérèque qui nous empêchera de descendre dans la rue pour leur botter le cul, car les anarchistes, ça descend dans la rue! Il est plus que temps de penser à la grève générale, d'organiser la défense des retraites menacées à nouveau à l'horizon 2008, de penser un nouveau monde égalitaire sans urnes et sans domination. En bref, un monde sans pauvres et sans précaires, un monde solidaire et joyeux. Pour cela, il nous faut mettre un terme à la Cfdétisation des esprits, à l'acceptation tacite de notre domination. Peut-être qu'alors les déçus de la déception prendront leurs affaires en main pour œuvrer avec nous à un autre futur.

Avant et pendant les deux tours, ça cogne encore, les visites démagogiques aux prolos dans les usines n'ont pas ralenti le jeu de massacre auquel se livre le capital dans le cadre de sa réorganisation mondiale.

Valéo à Nogent-le-Rotrou veut liquider sur trois ans 260 emplois sur 800; la FNAC organise un plan social pour mettre sur la touche, d'ici à 2008, 300 travailleurs; IBM en vire 245 d'ici l'été prochain et TNT (messagerie) s'apprête à en faire sauter 7000 d'ici à 2010. Mais rien n'arrête le capital, « même plus peur » des élections, tant les résultats sont acquis d'avance à sa cause quel que soit le candidat ou la candidate élu(e) Hachette-Fillipacchi Médias souhaite réduire ses effectifs de 10 % soit 350 saqués, Delphi dans le Doubs menace 107 salariés d'une inscription à court terme à l'ANPE, les marchands de sel de Camargue en noie 73 d'un coup dans le marais, Kiabi à Arles en défenestrent aussi 73. Les plus forts, ici, sont toujours les ex-maîtres de forges, Peugeot, récemment condamné dans le conflit d'Aulnay-sous-Bois pour recours à l'intérim (lire: à des jaunes) contre la grève, qui va sortir 4800 ouvriers de l'enfer industriel et ce avec un chiffre d'affaires à la hausse. Il se dit que Renault pourrait bientôt suivre cet exemple vertueux. Quant à Air Bus, Power 8 est mise en ligne, un crash est annoncé à hauteur de 4100 emplois à Toulouse, Saint-Nazaire... Dans ce cadre, les administratifs vont en prendre pour leur compte, 964 d'entre eux au siège toulousain vont faire leurs bagages. Ils penseront sans doute à leur gentil patron qui se casse avec 8 millions d'euros de prime de « fidélité » et à ceux qui bien heureux de rester dans le groupe EADS toucheront 4 euros en guise de prime de productivité! Encore une démonstration flagrante de la capacité du capital à partager les richesses.

Pendant les deux tours, toujours en ordre dispersé, mais ça peut changer, on lutte et, fait nouveau, on occupe de plus en plus. D'abord les colleurs de Clear Channel qui refusent de coller les affiches des candidats du premier tour sans une hausse de salaire, puis les facteurs qui refusent dans sept départements de diffuser les professions de foi des mêmes sans une prime pour surcroît de travail. Ensuite, grève des éboueurs de la Sita en Ile-de-France (180 communes) pour une augmentation de salaire, grève encore du nettoyage durant un mois à la gare d'Austerlitz à Paris avec à la clé l'obtention d'une prime et la transformation de quinze temps partiel en temps plein. Usine bloquée chez Bébé Confort (Maine-et-Loire) contre le plan social qui prévoit 113 licenciements sur 125 emplois, occupation à Lyon du site Arkema (Chimie) en réponse aux 226 licenciements annoncés, occupation de l'Unédic par les intermittents du spectacle contre les nouvelles modalités d'indemnisation. Piquet de grève à la Camif à Niort contre les 350 à 450 postes de travail menacés sur 1500. Il semblerait que depuis ce mouvement les patrons de l'Économie sociale aient sorti leur porte-monnaie pour renflouer les caisses et geler pour six mois les suppressions de postes. Grève encore à Marseille dans le réseau TER de la SNCF ou à la poste du Louvre à Paris. Appel à la grève le 11 mai pour les 60000 salariés de Saint-Gobain qui craignent pour leur futur. Petit à petit les conflits se durcissent, les usines sont occupées, on est peut-être en route pour le 3e tour. Thibault, accroche-toi à ton siège, ça va chauffer!

Air-Bus, c'est aussi 2300 suppressions d'emplois en Allemagne (Hambourg) ou Axa liquide 10 % de son effectif, soit 1200 travailleurs mal assurés de leur avenir. Canada, Gildan (habillement) va supprimer 1800 emplois pour réduire ses coûts avec à la clé des fermetures d'usines au Canada, Mexique, aux États-Unis et en Inde. L'automobile dérouille toujours ses ouvriers. Seat (Espagne) envoie à la casse 1500 prolos, Opel à Anvers (Belgique) en compresse 1400. Les plus gros restent les plus grand licencieurs: Citigroup, première banque mondiale, n'y va pas avec le dos de la cuillère, 9 % de l'effectif dans l'œil de la restructuration. Résultat, 26000 salariés vont recevoir leur solde de tout compte. Record à battre!

Y'a pas à dire, il faut couper les suspentes des parachutes dorés afin que tous ces salopards de licencieurs s'écrasent comme des étrons sur le pavé de leur malversation. Mais, ailleurs aussi, la lutte continue. Brésil, grève générale dans les aéroports de Lulaland le 31 mars, tous les vols furent suspendus. Papousie indonésienne, grève de quatre jours et victoire dans la plus grande mine d'or du monde où une revalorisation des salaires et l'embauche de travailleurs papous ont été obtenues.

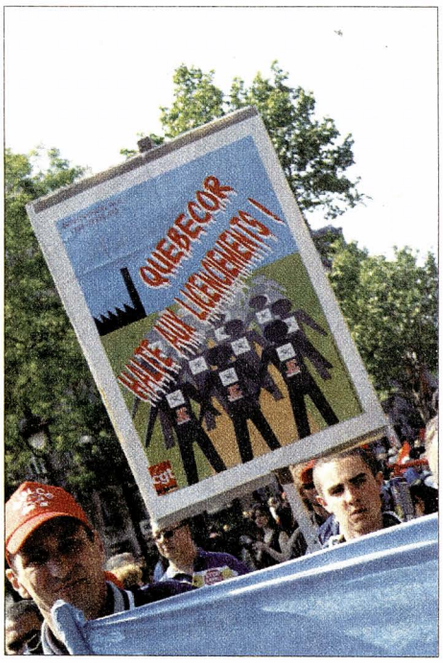
Quelques chiffres en vrac pour finir, pas ceux du chômage – ils sont censurés pendant les élections et ont conduit les statisticiens publics à se mettre en grève pour protester contre cette manipulation des chiffres et de l'opinion. Encore quelques suicides ici ou là dont celui d'Isabelle B. à Saint-Priest (69) et un enfant qui meurt toutes les trente secondes du paludisme dans le monde mais, tout va bien, les actions de Microsoft sont à la hausse. Les 195,2 millions de chômeurs officiels (on sait ce que ça cache) dans le monde, représentent 6,3 % de la population. Quant à ceux que l'on ne compte pas, qu'ils se mettent bien dans la tête qu'ils ne comptent vraiment pas, alors à quoi bon faire des statistiques. Enfin, devinette, où est le plus grand goulag du monde? En Chine déclareront, les décrochés du *Petit Livre rouge*, en Russie hurleront les défenseurs de l'Occident: eh bien pas du tout. Le plus grand *loagai* du monde est « au pays de la liberté ». Aux Etats-Unis, il y a 2,2 millions de personnes emprisonnées; en Chine, 1,5 million et « seulement » 870000 en Russie. En pourcentage de la population, y'a pas photo, il ne fait pas bon être jeune et noir au pays de l'oncle Tom, pardon, de l'oncle Sam.

Hugues
Groupe Pierre Besnard

JDC Imprimerie doit vivre !

ils

Sitting Bull



« Ils voulaient nous envoyer tous à l'ANPE. Ils voulaient bien de notre usine mais ils ne voulaient pas de nous. Alors on leur a montré à tous ces fabricants de chômeurs qu'on avait une autre histoire à leur proposer. On leur a dit que l'avenir c'était avec nous et surtout pas sans nous ! Redémarrer l'usine, continuer de travailler en imprimant à Torcy [...] », voilà ce proclame, entre autres, l'Intersyndicale CGT-FO de JDC Imprimerie (ex-Quebecor) de la banlieue parisienne.

Un ton qui tranche dans le panorama syndical actuel. On sent même, à l'heure des diverses commémorations actuelles autour de Lip, un air de renouveau autogestionnaire. Mais pour combien de temps ?

L'aventure a commencé en 1981 avec la construction à Torcy d'une imprimerie avec un nom claquant au vent : L'Avenir graphique. L'entreprise était prospère jusqu'en 1993 où, faute d'investissements, elle a été rachetée par le groupe Lopes. D'Avenir graphique elle devient Rotomagazine pour en 1996 être vendue au groupe Quebecor. Le nouveau nom est, bien sûr Torcy Quebecor.

Le groupe canadien a des billes un peu partout en France, Didier à Massy, Interoutage, Leval et Ventillard, Printor, Quebecor Numeric... Mais aussi en Amérique du Nord comme en Europe, et la feuille de route du groupe multinational n'est pas la qualité de la production mais le niveau de l'action en Bourse et celui des dividendes à verser aux actionnaires !

En a-t-il toujours été comme cela ? Les multinationales ont-elles joué depuis des lustres au jeu de Go à travers la planète, marchant allègrement sur conventions collectives et conditions de travail en ayant comme principal but la course pour arriver en tête du CAC 40 ?

Dans les années 1970 existaient encore dans Paris intra muros des imprimeries importantes, Chaix en plein milieu des Puces de Saint-Ouen ou Georges-Lang dans le 19e arrondissement[1], principalement rue Curial. Les journaux quotidiens avaient encore leur imprimerie, *le Figaro* (rond-point des Champs-Élysés puis rue du Louvre), *France-Soir* (rue Réaumur), *l'Humanité* (faubourg Poissonnière), *Le Parisien* (rue d'Enghien)...

Maintenant et depuis longtemps rotatives de presse et imprimeries sont en grande banlieue dans des zones industrielles. Tout n'était pas toujours pour le mieux dans le monde du Livre parisien mais la solidarité existait sans parler du poids de l'organisation syndicale.

Après ce rapide coup d'œil dans le passé revenons à avril 2005 ou le groupe Quebecor (après la perte de l'impression du quotidien gratuit 20 minutes) laisse l'entreprise pour un euro symbolique à un ancien cadre, Jean de Carvalho (d'où le nom JDC). Ce dernier semble avoir été là pour éviter aux Canadiens de s'impliquer financièrement dans un plan social. Tout ça pour arriver à la liquidation par la chambre de commerce le 5 mars 2007...

Occupation des locaux, animations diverses pour tenir le coup (des groupes musicaux, la compagnie Jolie Môme, soutiens syndical et politique CGT, FO, PC, PS, Verts, LCR, etc.), tout ça pour trouver une solution pour l'avenir des 156 travailleurs. Une des dernières péripéties ayant eu lieu le vendredi 13 avril où avec d'autres salariés de Seine-et-Marne (Nestlé, Gate Gourmet) ils ont voulu interpeller Nicolas Sarkozy lors d'un meeting à Meaux, histoire de voir ce qu'il proposait en matière de politique de l'emploi. Ceux de Gate Gourmet n'ont même pas pu sortir de la zone industrielle de Mitry, empêchés par d'importantes forces de l'ordre. Quant aux JDC, leur

car a été intercepté sur la route et « immobilisé » pendant près de trois heures ! Bienvenue dans un pays où tout est possible, y compris l'entrave à la liberté de circulation, comme celle d'expression.

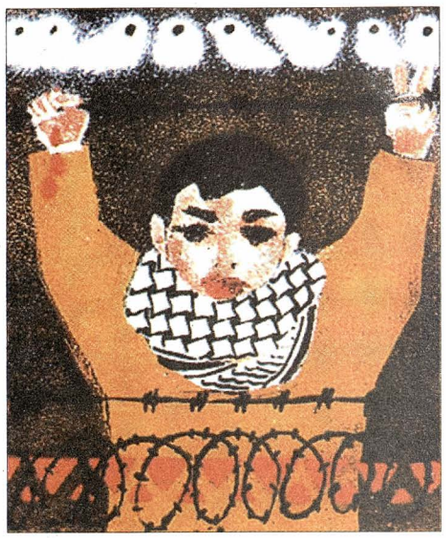
À Torcy on tient le coup, samedi dernier il y avait un concert de rock avec les Poils, mercredi dernier projection du film sur les Lip. De quoi entretenir le moral en attendant des solutions. Repreneur, coopérative ou plan social, la marge est étroite. Seule la lutte compte, en solidarité avec les entreprises de Seine-et-Marne comme avec celles du groupe Quebecor. S.B

1. Chaix (où a travaillé Serge Utgé-Royo en tant que linotypiste) a eu un peu plus de 500 ouvriers. Georges-Lang plus de mille. L'imprimerie parisienne a fermé dans la fin des années 1970. Un regroupement a eu lieu à Maisons-Alfort avec ce qui restait de Cino del Duca, sous le de IMA (imprimerie de Maisons-Alfort) puis Hélio EI jusqu'en 1992.

Pour en savoir plus et suivre la lutte de JDC : http://jdcdoit vivre.wordpress.com

Palestine

Du droit à l'existence



Les médias nous entretiennent en permanence des discours de tel ministre occidental, de tel représentant de l'Union européenne ou de l'administration états-unienne exigeant de la part de l'Autorité palestinienne, pour cause de Hamas, la « reconnaissance du droit à l'existence de l'État d'Israël ». Ce coup-ci, d'après ce qu'en dit ma radio ce matin (mercredi 11 avril), c'est l'Union européenne qui s'y est collée, afin de rétablir l'aide aux Palestiniens, suspendue – mais continuant quand même sous d'autres formes – pour cause de Hamas « non-reconnaissant ».

Loin de moi l'idée de soutenir le Hamas théo-totalitaire: il me débecte; ni l'Autorité palestinienne: je conchie toutes les autorités, où qu'elles sévissent. Mais je ne suis pas aveugle pour autant. Quand je regarde du côté du Proche-Orient, j'y vois une occupation longue, brutale et interminable. Renvoyer tout le monde dos à dos ferait de nous des aveugles, voire des complices. Quand je vois l'armée israélienne terroriser et quasiment maintenir quatre millions de personnes en détention, flingue, hélicoptère de combat, char d'assaut, bulldozer, bombardiers sur la tempe. Quand je vois le mur de la honte, les routes réservées aux colons (donc interdites aux Palestiniens) qui sont autant de frontières, l'enclavement-empilement de la population dans des parcelles de plus en plus réduites, les check-points et contrôles humiliants, le « tir aux pigeons » régulier des soldats sur cibles humaines, souvent des enfants, c'est pas tellement le « droit à l'existence de l'État d'Israël » qui me semble le plus malmené.

Mais le « droit à l'existence » du peuple palestinien, il n'y a pas grand monde pour exiger qu'Israël le respecte. C'est pourtant possible, et on connaît le préalable réaliste nécessaire et indispensable à toute possibilité de paix véritable (donc, de justice entre les peuples, car nulle paix n'est concevable sans justice) dans la région: l'évacuation des territoires occupés (Gaza, Cisjordanie, Jérusalem-Est), la fin des colonies, et la fin définitive de toute incursion, survol ou raid meurtrier; cf. « évacuation » sanglante et destructrice de la bande de Gaza. Partir, c'est ne jamais revenir, c'est aussi évacuer les airs et les mers, et ne plus bombarder. Une véritable paix sans domination des uns sur les autres, seule solution pour une reconnaissance réciproque du « droit à l'existence » du voisin.

Le « droit à l'existence » unilatéral en faveur de celui qui a le moins à craindre pour son existence – qui peut croire à un équilibre des forces – exigé et martelé par ladite communauté internationale (qui n'a rien d'une communauté internationale) est une mascarade. C'est un crachat à la gueule du peuple palestinien, c'est un engagement aux côtés du plus fort, et ça ne peut que mettre de l'huile sur le feu en donnant l'impunité à l'État occupant et en enlevant tout espoir aux occupés. Qui en profite? « Poser la question, c'est y répondre », comme on dit.

On crispe, on exacerbe, on va dans le sens du pire. On boycotte l'Autorité palestinienne qui a incorporé en son sein des ministres du Hamas, mais sans boycotter dans un même élan l'État d'Israël dont le gouvernement a récemment incorporé en son sein un ministre d'extrême-droite, Avidgor Lieberman, chef du parti d'extrême droite « Israël Beiténou », devenu vice-premier ministre et ministre pour les « affaires stratégiques » du gouvernement israélien en octobre 2006, un fou furieux prônant l'expulsion des Arabes citoyens israéliens d'Israël. Une véritable épuration ethnique.

L'extrême-droite, en Israël, c'est du sérieux, certains ont même réclamé la condamnation à mort de leurs « collègues » députés arabes-israéliens siégeant à la Knesset, l'Assemblée nationale israélienne! Et ce genre de malades, qui valent bien les furieux des Hamas et Hezbollah, ça siège souvent dans les coalitions au pouvoir à Tel-Aviv. Et même aux côtés de la « gauche », le Parti travailliste, qui a soutenu l'agression armée contre le Liban en 2006. Le Parti travailliste est allé jusqu'à déclarer qu'il siège avec l'extrême-droite pour justement... protéger Israël des excès de l'extrême-droite! Ben voyons. C'est dire l'état de décomposition avancée de la classe dirigeante de ce pays.

Le peuple israélien doit se libérer de son joug. Rompre avec l'union sacrée nationale contre « l'ennemi » arabe. Aucun peuple n'est l'ennemi d'un autre peuple, les gens, en réalité, désirent vivre en paix – ou alors, c'est que le monde est mort – sans avoir à écraser les voisins. On n'a jamais vu des populations civiles se jeter les unes sur les autres, comme ça, toutes seules, d'elles-mêmes. Mystifiées par leurs chefferies, elles y consentent trop souvent, en suivant le chant de mort du drapeau (drapeau: drap recouvrant la peau, pratique pour couvrir les cadavres), mais ne sont jamais le déclencheur des boucheries mondiales. Sans chefs ni patrons, personne n'aurait creusé la moindre tranchée en 1914! Les « ennemis héréditaires » franco-allemands ne se tiraient pas dessus à tout bout de champ avant qu'on ne le leur ordonne!

Les maigres ouvertures ou périodes sans violences au Proche-Orient ont montré que le recul de la peur pousse les gens à se rencontrer et à s'apercevoir que, finalement, ils ne sont pas si différents que cela les uns des autres, qu'ils ont surtout des intérêts communs: vivre libres et dignement.

Et cela, bien sûr, aucun chef, aucun patron, dans quelque pays que ce soit, n'est prêt à le céder. Ils ont trop à y perdre! Abandonner l'« ennemi » national, « ethnique », « religieux », c'est un premier pas vers la prise de conscience que l'ennemi véritable a la gueule de ton patron, des flics dans ta rue, et des autocrates, élus ou pas, qui siègent sur les trônes monarchiques ou présidentiels.

Il faudra donc leur reprendre notre vie et notre dignité d'êtres humains. Et si ça pouvait commencer à Tel-Aviv et Washington, le grand chambardement général, ça ne serait pas plus mal, ça ferait du bien à la paix dans le monde, ça couperait l'herbe sous les poils des barbes islamistes, ça ouvrirait un vaste champ de luttes, de solidarités et de libérations internationales. Faudrait aussi que ça ne tarde pas trop du côté de Téhéran, « la Sociale », ça couperait l'herbe sous les bombes A, et faudrait qu'ça suive de près à Paris, à Toulon, Marseille, Lyon, Nice, Rennes, etc., avant que l'extrême-droite UMPétainiste ne nous broie définitivement, et puis... « le reste du monde »! C'est peut-être de l'utopie, du rêve, mais, au bout du compte, s'il ne se passe rien, le monde est mort. Cauchemar garanti!

Oliv.
Groupe Nada, Fédération anarchiste de Toulon
http://groupenadatoulon.lautre.net/

« Gérer » les sans-abri

Le 6 octobre 2006, quatre familles sans logement campent devant la mairie de Saint-Ouen. Les employés municipaux aidés par les cadres déplacent les affaires des familles pour poser des grilles « afin de protéger les décorations florales ». Les familles protestent. (© photos Daniel Maunoury)

De novembre 2006 à mars 2007, 145 sans-abri ont été trouvés refroidis dans la rue...

Jean-Pierre Garnier

UN HIVER APPAREMMENT PLUS RUDE, du moins pour eux, que le précédent : le collectif Les Morts dans la rue avait dénombré 122 décès de novembre 2005 à mai 2006 (soit sur une période plus longue de deux mois). Or, qui s'en soucie ? Dans la presse de marché, quand elle a daigné en dire mot, la nouvelle n'a fait l'objet que d'une « brève ». Nous étions à la fin du mois de mars dernier. En plein carnaval électoral. Les apitoiements et les indignations hivernales sur les pauvres hères à la recherche d'un abri étaient déjà comme entrés en hibernation. Oubliés.

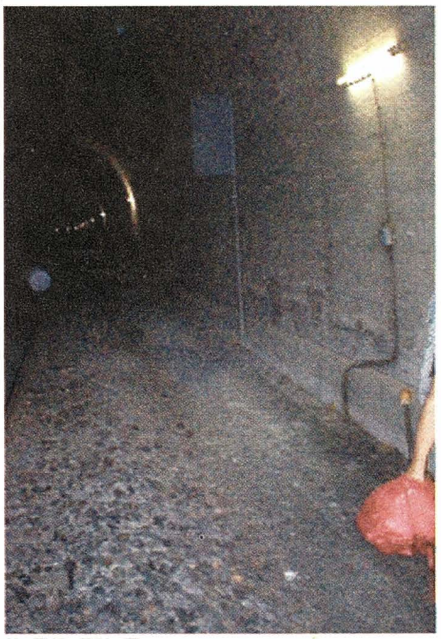
À la rue et... dans la rue

L'an dernier, pourtant, deux événements étaient venus, en plus des rituels débordements humanitaires à l'approche de l'hiver, attirer l'attention et la compassion de « l'opinion » sur le sort des « SDF[1] » : l'opération de « camping sauvage » lancée au printemps de 2006 par MDM (Médecins du monde), en quelques endroits bien fréquentés de la capitale et surtout le long de la Seine, et une autre, plus médiatisée encore, mise sur pied à la fin de l'année par les Enfants de Don Quichotte sur les rives « boboïsées » du canal Saint-Martin.

Si la première fit scandale par la nouveauté du procédé et son caractère inopiné, son effet fut de courte durée. MDM souhaitait « rendre visible la détresse ». Ce que les autorités – « gauche » et droite confondues – ne voulaient absolument pas. La saison touristique approchait, et la municipalité « socialiste » ne tenait pas à la voir gâchée : il fallait épargner, en particulier, aux passagers des bateaux-mouches comme aux simili-estivants de Paris-Plage le pénible spectacle de la pauvreté s'étalant aux yeux de tous.

Étant donné la proximité de l'été et, par conséquent, la promesse d'un climat plus clément, on pouvait, après quelques atermoiements dus à l'impréparation des responsables du maintien de « l'ordre » pris au dépourvu, virer sans trop d'états d'âme, ni trop de ménagements, ces encombrants témoignages de la misère de notre monde « civilisé ». Ce qui fut fait[2].

Il n'en alla pas de même avec le campement donquichottesque. Les initiateurs de l'opération étaient bien décidés à la faire durer jusqu'à la satisfaction d'une revendication de principe : un « droit au logement opposable ». Non pas que son obtention relève de l'impossible. Nul n'ignore – du moins parmi nous ! – que le respect des droits inscrits dans les constitutions ou les lois, lorsqu'ils mettent en cause les privilèges des dominants, est purement facultatif, et que leur invocation répétée ne vaut pas application[3]. Aussi le « droit au logement opposable », finalement octroyé (loi du 6 mars 2007) ne fera-t-il pas exception à la



règle : sa forte charge symbolique n'a d'égal que la faiblesse de son impact pratique. À cet égard, l'ancien secrétaire d'État, Xavier Emmanuelli, auteur d'un rapport qui devait servir de base à l'élaboration du projet de loi, s'était montré prudent : sa mise en place supposerait « un délai de plusieurs années » [4].

Mais nous étions non seulement en hiver, période propice à la compassion, comme on l'a rappelé plus haut, mais surtout période préélectorale. La « question du logement », qui n'avait cessé de s'aggraver en France au cours des dernières décennies pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons une autre fois, ne figurait certes pas en première place sur l'agenda, comme on dit, des candidats à l'Élysée. Néanmoins, précisément parce que les uns comme les autres savaient pertinemment qu'elle ne serait pas résolue sous leur mandat, focaliser l'intérêt des futurs électeurs sur le seul problème de l'« hébergement des SDF » permettait, d'une part, de faire diversion par rapport aux problèmes de fond, et, de l'autre, d'instrumentaliser l'émotion momentanée suscitée par la situation des non logés en imputant celle-ci à l'impéritie des pouvoirs en place. En l'occurrence, le gouvernement de droite et sa majorité. Ce qui permettait à « la gauche » de faire oublier l'incurie du gouvernement Jospin sur le même sujet [5] et le « programme plutôt vide sur le logement » [6] rédigé par les hiérarques du PS pour la présidentielle de 2007.

L'annonce que quelques caravanes seraient mises ça et là à la disposition des demandeurs les plus présentables sur des terrains délaissés de banlieue achèvera de convaincre les vaillants combattants de Don Quichotte de lever le camp. À charge pour eux de convaincre à leur tour les individus hébergés sous la toile au bord du canal d'en faire autant. Ce qui n'alla pas sans mal. Outre les récalcitrants qui refusèrent de partir pour des adresses inconnues ou… trop connues, comme nous allons le voir, de nouveaux venus vinrent s'y adjoindre, dont les comportements et les pratiques (ivrognerie, tapage nocturne, bagarres, addiction à la drogue, etc.) dissipèrent rapidement le capital de sympathie dont l'implantation de tentes incongrues mais « citoyennes » dans l'espace public avait initialement bénéficié. Le résultat est là : quelques-unes subsistent, voire fleurissent encore, tandis que le gros de la troupe des sans logis continue de s'éparpiller au gré des opportunités qu'offre la ville, en essayant, autant que faire se peut, d'éviter de tomber dans les rets des « structures » prévues pour eux qui, sous couvert de les « accueillir », visent surtout à les cueillir.

La ville invivable

Selon la vision officielle, reprise par une grande partie de la nébuleuse associative et colportée par les médias, le « SDF », bien que non définitivement logé et inséré [7], ne serait pas tout à fait « à la rue », dès lors qu'il aurait la possibilité de transiter d'un CHU (Centre d'hébergement d'urgence), pour la nuit, à un ESI (Espace social d'insertion), dans la journée. Ainsi serait résolue la contradiction à laquelle notre société se trouve confrontée : ne pas pouvoir offrir aux sans-abri un logement décent et durable, sans que soient tolérées pour autant leur présence et leur visibilité dans espace public. Une « résolution » qui s'effectue, comme on peut s'y attendre, sur le dos des « intéressés ».

L'obstination des récalcitrants du canal Saint-Martin et, plus, généralement, de nombre de sans-abri à refuser, même par très grand froid, le gîte que représente un CHU, surprend toujours le citoyen vigilant qui, matraqué par l'impérative nécessité d'appeler le 115 pour signaler les « personnes en détresse sur la voie publique », s'exécute. Il ne comprend pas que l'insistance des maraudes diverses et, quand cela ne suffit pas, la persuasion, parfois musclée, de la BAPSA (Brigade d'assistance aux personnes sans-abri), ne parviennent pas toujours à persuader les « clochards » à quitter leur bout de trottoir ou leur encoignure. La conclusion va de soi. Ce ne peut être que des « cinglés ».

Si c'est vrai pour certains, ce n'est cependant pas le cas pour beaucoup qui, au contraire, ont de bonnes raisons de juger ineptes les discours bien intentionnés visant à les convaincre de gagner sans plus tarder l'un de ces lieux d'accueil conçus à leur intention où ils seront « à couvert et au chaud ». Quid du chien, par exemple, dont le « SDF » ne voudra pas se séparer ? Les CHU sont en général dépourvus de chenils. Mais surtout, dans la plupart, la sécurité n'est pas assurée aussi bien au plan physique que pour les rares biens personnels que les sans-abri possèdent : « On s'y fait voler et agresser. Certains en profitent pendant qu'on dort… » Les chaussures, en particulier, ou les papiers personnels, objets d'une convoitise croissante alors dans une période où l'immigration clandestine multiplie la demande de

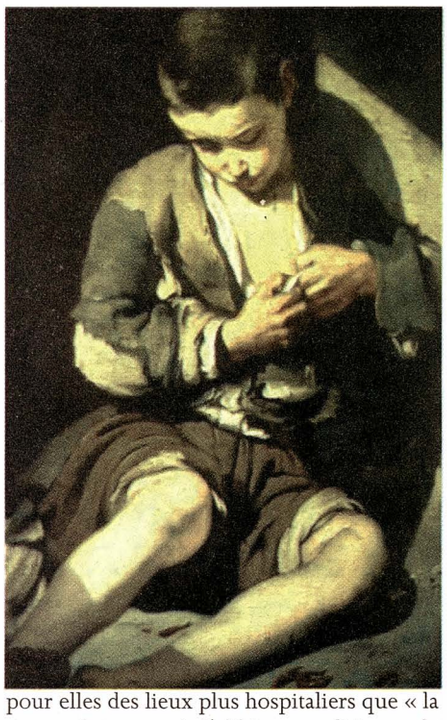
documents falsifiés. Et que dire de l'argent du RMI quand celui-ci vient d'être touché ! Mais la prédation n'est pas seule en cause. Dans ces lieux fermés, la coexistence ne peut être pacifique car les rapports de forces liés à la survie prédisposent à la brutalité. En outre, beaucoup de sans-abri étant étrangers ou d'origine étrangère, des solidarités de bandes fondées sur l'appartenance culturelle ou ethnique se nouent dont les individus isolés feront les frais pour simples motifs de racisme ou de xénophobie.

De toute façon, même lorsque le calme règne dans un CHU, la promiscuité des bruits nocturnes et des odeurs, ajoutée à la peur de la contagion résultant des pathologies multiples qui affectent les sans-abri, suffit à expliquer la répugnance de nombre d'entre eux à fréquenter ce genre de lieux. Pour couronner le tout, les horaires d'accès – fermeture à 6 h 30 du matin, ouverture à 17 h 30-18 heures, accueil jusqu'à 22 heures – sont peu compatibles avec ceux des « petits boulots » proposés dans le cadre de la « réinsertion » ou ceux auxquels sont réduits les « travailleurs pauvres » (travaux dans la restauration, le nettoyage…).

Pour ce qui est des ESI, censés contribuer à la « socialisation » des « exclus de la rue », ils fonctionnent comme une garderie diurne pour une minorité avec des « occupations » dont la vertu formatrice en termes de formation professionnelle est égale à 0 : poterie, yoga, informatique bas de gamme… Ouverts en principe aux plus désocialisés, ils sont néanmoins fermés aux importuns (parce que trop alcoolisés, trop violents ou trop prostrés, ou encore simplement inquiétants). En outre, ils sont surpeuplés : bien que réservés aux gens de nationalité française, ils sont, de fait, submergés par les sans papiers. Sans doute la violence de la rue reste-t-elle à la porte en raison du filtrage opéré. Mais à l'intérieur règne une violence symbolique manifeste entre les « accueillants » et leurs « clients ».

Les premiers, en effet, sont aussi supposés dépanner les seconds dans l'urgence pour différentes démarches en matière d'hébergement ou de santé, voire de scolarisation. Or, tout cela exige, de la part des « bénéficiaires », toutes sortes d'obligations, d'humiliations, de sollicitations humbles, d'acquiescements serviles, en évitant surtout de s'échauffer devant les refus réitérés ou les manières méprisantes d'être éconduit.

On comprend, dès lors, la réticence de nombreux sans-abri à trouver refuge dans des « structures d'accueil » aussi peu accueillantes. Mais, s'il est inopérant en pratique au regard de la visée humanitaire qui lui est officiellement impartie, ce maillage caritatif est, au plan idéologique, un outil doublement utile. Par le fichage systématique qu'il autorise sous prétexte d'« aider les plus démunis », il légitime un contrôle social et policier accru des « populations à risques ». Et, en faisant croire qu'il existe



pour elles des lieux plus hospitaliers que « la rue », il sert aussi d'alibi aux politiques de « requalification urbaine » qui, par le biais d'équipements dissuasifs et d'usages discriminants, tendent de manière hypocrite à rendre les espaces publics invivables et inaccessibles à ces « indésirables ». **J.-P. G.**

---

1. Rappelons l'inanité, au plan sémantique, de cette appellation bureaucratique : les « sans domicile fixe » n'ont, en réalité, pas de domicile du tout. Selon un recensement de l'INSEE, leur nombre était de l'ordre de 63 500, dont 16 000 enfants de moins de 18 ans, en 2002. Un chiffre aléatoire et sous-estimé : malgré le flicage de plus en plus serré de cette « population errante », une partie échappe encore au contrôle des autorités. Sans compter les centaines de milliers de pauvres qui vivent chez leurs parents, des amis ou des tiers. La fondation Abbé Pierre les évaluait à 823 000 dans son rapport de 2005.

2. Os à ronger accordé à Médecins du monde, le gouvernement débloquera des crédits pour la création de deux centres « d'hébergement et de stabilisation » en banlieue, ouverts 24 heures sur 24, avec chambres individuelles ou pour couples, et durée de séjour non limité, contre un « travail de réinsertion au long cours ». Capacité d'accueil totale : 105 places. Une goutte d'eau au regard des quelque 2 100 « SDF » qui hantent les rues de la capitale.

3. On sait, par exemple, que la loi SRU – obligeant les municipalités des communes de plus de 3 500 habitants à atteindre le quota de 20 % de logements sociaux en vingt ans – est considérée comme un chiffon de papier par nombre d'entre elles.

4. Entretien, *Libération*, 3 janvier 2007.

5. Lors de sa calamiteuse campagne présidentielle en 2002, Jospin avait promis « zéro SDF », couplet qui sera repris durant l'hiver 2006 par… Sarkozy.

6. *Libération*, 4 janvier 2007.

7. Encore que, parmi ceux-ci, on compte maintenant des « travailleurs pauvres », insérés intermittents et donc précarisés à plein temps.

Jamel, le CRS

Quel beau 1er mai! Il y avait plein de jeunes qu'on n'avait jamais vus; j'ai lu sur une banque ce graffiti « Ils ont des couvertures et des parachutes en or, mais nous, on est toujours à découvert »; et sur une banderole « Promo spéciale sur la carotte et le bâton ».

Mais le mieux, c'est ce livre découvert sur une table de militants; *Jamel le CRS, révélations sur la police de Sarkozy*, de Jamel Boussetta, éditions Duboiris (15 euros); un Reubeu né dans une cité, tabassé avec régularité et brutalisé par son père alcoolique, soutenu par sa mère tabassée plus dur par le père alcoolique. Intelligent, actif, parlant bien et sans accent, Jamel grenouille dans la radio et espère s'en sortir. Cependant, un jour, sans la moindre provocation, un CRS lui donne un coup de tonfa dans le visage. Acte interdit, vu la puissance de cette manchette à poignée. Le lendemain, visage tuméfié, il va porter plainte. Inutile de préciser quel accueil il reçoit. Outré, il lui vient une étrange idée: il va lui aussi devenir CRS!

Il veut comprendre, il veut dénoncer

Décidément intelligent, au lieu de parler dans un magnétophone pour qu'un nègre réécrive son récit, Boussetta l'a rédigé directement, dans un mélange savoureux de français écrit et d'expressions orales, peut-être inélégantes mais d'une clarté limpide: le livre ne prend pas de gants.

Par exemple, Jamel décrit son changement de vie: ex-bicot inacceptable dans les boîtes de nuit, il découvre que les videurs s'effacent poliment pour lui laisser le passage: miracle de trois couleurs sur un peu de plastique! Impossible, pour une racaille, de trouver un appartement; un policier n'a aucune difficulté. Un salaire de policier n'a rien de mirobolant et le prix des cartes Orange des banlieusards, lui, brille par son éclat. Quelle importance! Une carte de policier vaut une carte Orange: Jamel ne s'en achète jamais une, parce que les contrôleurs de la RATP ne lui infligent jamais d'amendes; c'est sûrement parce qu'ils exercent leur liberté de préférer la fraternité à l'égalité.

En septembre 2004, bombardé « adjoint de sécurité », Boussetta est nommé à la SPA pour humains.

Pardon? Oui, c'est le nom qu'il donne au Centre de rétention administrative du palais de justice de Paris. Extraits:

« Comment peut-on, en France, priver de liberté des handicapés physiques ou mentaux, des personnes âgées en fauteuil roulant, des gens déjà condamnés par le sida, des toxicomanes irrécupérables, ou mieux, des gens qui sont en règle administrativement mais qui, pour avoir égaré leurs papiers d'identité et être un peu basanés, sont retenus arbitrairement? »

Rappelons que, si les policiers sont tenus de respecter la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, rien ne les force à respecter les droits du travelo: forts de cette analyse onomastique, les policiers partaient au Bois: « Il y avait aussi beaucoup de travestis ou de transsexuels interpellés. Bah oui, c'est tellement facile d'aller au bois de Boulogne pour les choper... Cela augmentait les chiffres certes! Mais en général ce sont des gens inexpulsables pour la simple et bonne raison qu'ils risquent d'être tués dans leur pays d'origine. »

Pire: « Parfois, des collègues s'accordaient le droit de ne pas enregistrer les demandes d'asile et d'obtention d'un avocat commis d'office. Soit le papier était directement jeté à la poubelle, soit le retenu n'était même pas informé de ses droits! »

Passons sur les peu ragoûtantes descriptions des toilettes (les retenus eux-mêmes réclamant un balai, un seau et de l'eau de javel, parfois en vain), des toxicomanes en crise de manque suppliant qu'on leur fasse l'aumône de Subutex, des désespérés tentant de se suicider et y réussissant assez souvent.

« Le jeu de certains était de pousser à bout les retenus pour qu'ils pètent un plomb et partent au mitard. On privait par exemple les fumeurs de cigarettes et on les insultait gratuitement: *"Fils de pute, tu n'es qu'une merde."* La chambre d'isolement où l'on mettait les fortes têtes était crasseuse, les murs étaient noirs de saleté, les WC étaient bouchés et il n'y avait jamais de papier toilette dedans! Le tout était filmé par une caméra de surveillance. Imaginez la scène! Chacun y allait de son petit commentaire! »

Cette dernière citation vient de la page 64. Le livre en a 177, du même tonneau.

Le meilleur pour la fin: l'IGPN harcèle Boussetta lorsqu'il commence à protester dans la presse. Interrogatoire:

« Est-ce que vous pratiquez la religion musulmane?

– Non, je fais partie d'une secte depuis trois ans. »

Il [l'enquêteur de l'IGPN] n'a pas compris ce que je voulais lui dire, mais la secte dont je lui parlais, c'était tout simplement la police nationale. »

Nestor Potkine,
qui suit des cours de tonfa astral

La chambre d'isolement où l'on mettait les fortes têtes était crasseuse, les murs étaient noirs de saleté, les WC étaient bouchés et il n'y avait jamais de papier toilette dedans!

Non à l'ordre sexuel patriarcal !

Le vrai visage de la prostitution

Darian Brubonde, dans cet article, dévoile le vrai visage de la prostitution. Comment derrière ce que certains appellent, à tort, le plus vieux métier du monde, se cache une exploitation commerciale – au profit de réseaux internationaux – de l'intégrité des personnes prostituées, qui sont victimes d'une des pire forme de violence de la part des clients prostitueurs.

Darian Brubonde

IL Y A DANS LE MONDE environ 40 millions de personnes prostituées. Le chiffre d'affaires annuel mondial de la prostitution est évalué à 72 milliards de dollars. En France, il se situe entre 2 et 3 milliards, dont au moins 70 % vont aux proxénètes.

En France, on estime le nombre de personnes prostituées entre 15000 et 20000, dont la moitié à Paris.

Chaque prostituée[1] se voit imposer un rendement, sous peine de sévices corporels. Dans les réseaux, elle doit rapporter entre 300 et 800 euros par jour, on lui laisse environ 50 euros pour ses besoins personnels. Un proxénète ou un réseau contrôlant une douzaine de femmes pourrait gagner jusqu'à 9000 euros par jour.

Aux Pays-Bas, l'industrie du sexe représente 5 % du PIB. À Amsterdam, 70 % des personnes prostituées sont des sans-papiers. Elles doivent s'exposer dans des vitrines, comme de la marchandise humaine, des vitrines qu'elles louent environ 90 dollars par jour. Elles y « travaillent » entre 12 et 17 heures par jour, pendant lesquelles elles reçoivent entre 10 à 24 clients. Dans les guides touristiques, le quartier chaud d'Amsterdam est cité parmi les « choses à voir », comme le Musée Van Gogh.

Dans les *Eros center* allemands, véritables camps de concentration du sexe, on voit jusqu'à 200 filles enfermées dans des miniboîtes, des cubes minuscules, dans un déferlement de musique, de hurlements, de télévisions branchées, avec des foules qui passent, sans arrêt, des hommes qui regardent, ricanent, injurient les filles: « Eh, salope! » Des filles très jeunes, venues des quatre coins du globe.

Un autre phénomène s'est considérablement développé en France ces dernières années: la prostitution estudiantine qui, selon le syndicat Sud-Étudiants, toucherait environ 40000 jeunes. Soulignons qu'en France, plus de 200000 étudiantes et étudiants vivent dans des conditions de précarité.

Combien de fois n'a-t-on pas entendu dire: « La prostitution est le plus vieux métier du monde » (et celui de voleur, alors...)?. C'est une façon de dire que la prostitution est une fatalité et qu'on s'en lave les mains.

En réalité, la prostitution n'existait pas dans les sociétés primitives. Il n'y a encore pas longtemps, certains peuples l'ignoraient

Dariab Brubonde milite au groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste

On défend l'exploitation au nom du droit et la liberté.

complètement. Conséquence directe du patriarcat, elle est apparue avec l'urbanisation et la formation de couches sociales. Son développement correspond avec celui du capitalisme. C'est surtout dans les années 1870, avec l'industrialisation et les flux migratoires, qu'apparaissent les premiers grands réseaux de trafics internationaux.

En 1949, la moitié des pays membres de l'ONU a signé la convention sur « la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution », stipulant que « la prostitution est incompatible avec la dignité humaine ». Or, cette convention est de plus en plus exclue des textes européens et internationaux. Le discours libéral assimile de plus en plus l'exploitation sexuelle à un loisir, présenté sous l'emballage de la liberté individuelle.

De plus en plus, on parle de « travailleuses du sexe » pour désigner les prostituées et même d'« entrepreneurs du sexe » pour les proxénètes !

Pour maintenir la prostitution et en tirer toujours plus de profits, le capitalisme n'a pas de meilleur moyen que de la légitimer et d'en faire un « métier ».

En France, patrie des droits du mec, le droit de se prostituer est acquis : il relève du droit au respect de la vie privée et de la liberté de disposer de son corps.

Autrement dit, on défend l'exploitation au nom du droit et la liberté.

En effet, le problème de la prostitution est presque toujours abordé sous l'angle de la liberté sexuelle. C'est pourquoi le débat est faussé dès le départ et ne peut aboutir à rien. Car ce n'est pas un problème de liberté sexuelle, mais d'exploitation sexuelle.

Selon Wassila Tamzali, avocate féministe à Alger : « La prostitution est un phénomène culturel. C'est ce que semble oublier tous ces gens très intelligents qui parlent de sexualité comme s'il n'y avait qu'une sexualité, la forme dominante masculine. Il faut lutter contre ces intellectuels qui défendent la prostitution au nom de la liberté sexuelle. Comment peut-on assimiler prostitution et liberté ? C'est l'intégrité de la personne humaine qui est en jeu. Au fond, qu'est-ce qui distingue les violences sexuelles de la prostitution, sinon l'argent qui est donné ? Or l'argent ne purge pas la prostitution de sa violence. »

La plupart des gens considèrent la prostitution comme une question de choix personnel. Sauf que 90 % des prostituées sont exploitées par des proxénètes, même si, généralement, elles ne l'avouent jamais. Notons encore que l'âge moyen des jeunes filles qui se retrouvent dans l'industrie du sexe (prostitution, pornographie) est de 14 ans.

Et même quand la prostitution semble librement consentie, elle est toujours l'aboutissement d'un drame familial ou social subi souvent dans l'enfance ou l'adolescence : viol, inceste, maltraitance, exclusion… Il y a toujours des antécédents.

D'après Gunilla Ekberg, avocate spécialisée dans les questions de trafic humain : « Que ceux qui pensent que la prostitution est un choix viennent vivre dans un bordel, pour voir ! Qu'ils demandent à des femmes qui s'en sont sorties ce que ça leur faisait d'avoir à baiser quinze hommes par jour, à sucer toutes ces queues mal lavées à répétition… la violence n'est pas juste dans les conditions de travail, mais dans l'acte lui-même. »

L'exception qui confirme la règle

En Suède, une loi entrée en vigueur en 1999, votée par un Parlement à 43 % féminin, interdit tout achat de services sexuels et considère la prostitution et les trafics qui la nourrissent comme une violence faite aux femmes. Pour la première fois, une loi criminalise le client. Résultat : un net recul de la traite en Suède et une sérieuse évolution des mentalités.

Partout ailleurs, dans les mentalités comme devant la loi, le client est toujours ignoré ou absout.

Culture de violence

La violence est inhérente à notre société, à notre culture. C'est le moteur du capitalisme. Les femmes en sont les premières victimes. Il n'y a pas si longtemps, le viol était considéré comme une banalité, dont la victime était presque toujours tenue pour coupable.

Aujourd'hui, en France, tous les trois jours une femme se fait tuer par son mec. En mars dernier, un numéro vert a été créé, le 3919, pour secourir les femmes victimes de violences conjugales. À peine mis en ligne, il a été saturé d'appels. Telle est notre société, prétendument civilisée.

La prostitution est une autre forme de violence faite aux femmes, sans doute la pire.

Or, si certaines dénoncent les violences conjugales ou les discriminations sexistes, rares sont ceux et celles qui osent s'attaquer à l'exploitation sexuelle.

Quand on n'a plus d'arguments, on dit : « C'est un problème complexe. » Encore une façon de dire qu'on s'en lave les mains. D. B.

1. Note de la rédaction : le terme est employé au féminin, car il recouvre une réalité essentiellement féminine, bien que la première moitié du ciel soit aussi touchée.

Les deux œuvres illustrant cet article sont exposées actuellement à la librairie Publico. Les peintures et dessins de femmes qui composent cette exposition sont à vendre au profit de l'émission Femmes Libres sur Radio libertaire.

Critique du don

Études sur la circulation non marchande

Où il est question, entre autres choses, du kir « gratuit » offert par les bistrotiers, de l'échange de bracelets de coquillages blancs contre des colliers de coquillages rouges dans un archipel du Pacifique, de bakchichs consentis à des fonctionnaires véreux, de l'achat d'un bifteck, de diverses formes de libations aux dieux, et d'assauts de libéralité entre chefs amérindiens.

Edouard

Alain Testart, *Critique du don. Études sur la circulation non marchande*, éd. Syllepse, collection « Matériologiques », 2007.

CADEAUX D'ANNIVERSAIRE, cadeaux de Noël... le fait de recevoir des présents est inscrit dans nos souvenirs d'enfance. Donner, recevoir des cadeaux, cela fait partie de la vie – c'est le sel sans lequel notre existence serait bien fade. Rien, par conséquent, ne nous paraît plus naturel. Pourtant, l'anthropologie, qui révèle des rituels sociaux là où nous autres indigènes ne voyons que des conduites spontanées, a fait du don l'un de ses objets les plus étudiés: depuis l'inaugural *Essai sur le don*, de Marcel Mauss (1925), on ne compte plus les publications, les colloques, les numéros de revue consacrés à ce thème. Cela signifie donc, me direz-vous, que le don est un fait anthropologique désormais bien connu, bénéficiant d'une approche purement rationnelle. Pas si sûr, nous allons le voir...

Revenons rapidement à la source: le premier, Mauss étudie la pratique codifiée des échanges de cadeaux dans certaines sociétés archaïques. L'exemple le plus frappant est celui, bien connu depuis, du « potlatch »: lors de fêtes, les chefs amérindiens de certaines tribus du nord de la côte Ouest s'affrontent à coup d'offrandes (allant jusqu'à faire brûler leurs biens en public), le pouvoir étant l'enjeu (celui qui est prêt à perdre le plus de biens rafle alors la mise politique). Mauss rapproche cette coutume d'une autre donnée ethnographique fascinante, rapportée par Malinowski (1922): le « kula », qui voit les habitants d'un archipel à l'est de la Nouvelle-Guinée effectuer des navigations d'île en île dans le seul but de donner à des partenaires d'échange des colliers de coquillages, contre lesquels ils obtiendront, lors d'une navigation en sens inverse de leurs partenaires, des bracelets de coquillages.

À partir de quelques exemples disséminés, Mauss extrapole à toutes les sociétés humaines, dans leurs époques originelles, une sorte de règle de circulation des biens fondée non pas sur la loi du profit, mais sur une obligation absolue de donner (plutôt que de se couper des autres en vivant en autarcie), d'accepter les dons (c'est-à-dire, d'accepter d'être lié aux autres en devenant leur « obligé »), et de faire des cadeaux en retour de ce qu'on a reçu (faute de quoi l'ingrat se voit rejeté par les autres membres de la société). Cette thèse très forte, qui laisse entrevoir les règle d'une économie précapitaliste, nimbée de la lumière mystérieuse des origines, a séduit des générations d'intellectuels. Aux yeux de George Bataille, par exemple, il y a là une confirmation ethnologique que la loi profonde de l'homme n'est pas celle de l'acquisition (logique capitaliste, qui applique à l'homme la loi du marché), mais celle de la dépense, de la perte (celle-là même qui régit la sexualité, et se situe bien du côté de la part désirante de l'homme).

Ce qui fascine plus généralement dans cette thèse, c'est son exotisme absolu par rapport à la logique marchande : le fait de donner « en pure perte » est constitué en valeur ultime de ces sociétés. Mais les générations de chercheurs qui se sont succédé depuis Mauss n'ont-ils pas largement fantasmé les faits sociaux qu'ils auraient dû cerner objectivement ? Ne s'est-on pas laissé mollement dériver au fil d'une rêverie ethnologique ? C'est ce que suggère le livre polémique et extrêmement instruit d'Alain Testart. Avec une clarté remarquable, Testart ruine l'opposition simpliste entre, d'un côté, les sociétés du don, et d'un autre côté, les sociétés de l'échange marchand. Car, dans les sociétés primitives, comme dans la nôtre, coexistent des modes d'échanges contraignants (qui peuvent très bien exister sans qu'il y ait de fixation monétaire de la valeur), des dons, et entre ces deux extrêmes, toute une série d'intermédiaires allant du prêt au cadeau intéressé.

De plus, Testart est avant tout sensible à la diversité des pratiques selon les sociétés, ce qui nous oblige à faire notre deuil d'une hypothétique matrice des origines, mais ce qui donne une compréhension bien plus nette des formes précapitalistes d'échanges. Un exemple : Mauss, et sa postérité d'admirateurs, expliquent l'obligation de donner une chose en retour d'un cadeau initial, en attribuant aux indigènes la croyance que l'objet donné possède un « esprit » (le « hau ») susceptible de venger son donataire contre l'ingrat ; Testart montre que cette hypothèse animiste se trouve sans doute plus dans la tête des ethnologues que dans celle des indigènes, en ceci que le « hau » n'est rien d'autre que l'obligation de donner une contrepartie dans un échange de biens – obligation que nous honorons quotidiennement dans nos achats (en « donnant » de l'argent contre le « don » d'un bifteck) sans que nous ayons besoin de prêter des pouvoirs vaudous à notre boucher !

Bill Gates peut se poser en sauveur du monde, et autres bonnes œuvres privées qui font système avec le démantèlement des institutions publiques dans les domaines de la culture.

Testart revoit ainsi, chapitre après chapitre, tous les passages obligés de l'anthropologie du don, et, là où on avait pris l'habitude de voir une sorte de « fait social total » qui mêlerait dans un brouet originel la gratuité du cadeau et l'obligation liée aux échanges, il sépare soigneusement les cas de dons véritables (le « potlatch » entre dans cette catégorie) et les cas d'échanges contraignants (le « kula » tombant sous cette classe). En conférant au don une force contraignante, qui oblige à donner en retour, Mauss en avait fait le pivot plausible de tout un système économique ; mais ce fut au détriment du simple bon sens (qui nous rappelle que « donner c'est donner »). Il est bien plus probable que les membres des sociétés archaïques naviguaient, avec la même aisance que nous, entre des obligations clairement définies, des rites religieux, des formules de simple politesse, et des relations amicales donnant lieu à des actes de bienveillance. Autrement dit, les sociétés archaïques n'étaient pas des espaces de gratuité totale.

S'il y a des possibilités de dépassement du système capitaliste, elles se trouvent encore devant nous.

D'ailleurs, si la « gratuité » peut prendre pour nous, harcelés comme nous le sommes par l'omniprésence de la marchandise, une coloration positive par contraste, confirme-t-elle les traits d'une utopie du partage, là où elle régit nombre de rapports sociaux ? Nous aimerions le croire, mais Testart oppose à cette douce espérance un démenti cinglant, qui vaut la peine d'être cité. « Regardez n'importe quel monument des temps modernes ou de l'ère médiévale, ou encore la plupart des musées d'aujourd'hui, qui mentionnent à l'envi les noms de leurs "généreux" donateurs : ce sont autant de monuments élevés à la gloire des nantis, la mémoire de leurs bonnes actions, leurs archives les plus élogieuses. À ce jeu de qui donne et qui reçoit, qui gagne ? Celui qui a le mérite de donner, et à ce jeu, toujours, les pauvres perdront, par nécessité mathématique. La pratique dominante du don a toujours été celle de la classe dominante. Renforcez donc la pratique donataire au détriment de l'échange marchand, vous obtiendrez au mieux un patriarcat romain, ou des Médicis ou des Borgia ; au pire, des jeux du cirque et des guerres civiles qui mettront aux prises des César et des Crassus. » Effectivement, la pratique ancestrale du don a généralement servi d'étalage de puissance. Et s'il fallait établir des successeurs au don des sociétés anciennes, on les trouverait du côté des « fondations » à l'américaine, par lesquelles un Bill Gates peut se poser en sauveur du monde, et autres bonnes œuvres privées qui font système avec le démantèlement des institutions publiques dans les domaines de la culture, de l'éducation ou de la santé. Un espace social dominé par cette figure archaïque du don restaurerait bien plus les vieilles providences privées, qu'il ne dépasserait l'État providence en direction d'une mise en commun des biens.

Faut-il pour autant renoncer à imaginer des formes non marchandes d'échanges ? Disons simplement que si nous comptons sur l'anthropologie pour nous fournir un modèle en forme d'âge d'or, nous risquons fort de tomber dans la mièvrerie du roman du « bon sauvage ». S'il y a des possibilités de dépassement du système capitaliste, elles se trouvent encore devant nous, et non pas dans le passé, même le plus ancien. S'il prend bien garde de ne pas interpréter les données ethnologiques avec les attentes de notre présent, Alain Testart nous donne, sur ces sociétés archaïques, comme sur la nôtre, mille et un outils d'analyse qui nous permettent de mieux les comprendre, et nous fait voir, avec un immense plaisir de lecture, des ruptures là où l'on nous avait accoutumés à des continuités, et des continuités là où l'on nous avait habitués à des ruptures. E.

« On les aura ! »

Récit saignant d'une révolte armée dans une maison de retraite

Rolland Hénault, *On les aura*, les Éditions libertaires, 128 p., 10 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque 11 euros (port compris) à l'ordre de Publico.

« LE RIRE EST LE PROPRE DE L'HOMME » aurait pu parodier Ferdinand, l'un des héros de *On les aura !* Je sortais d'un hiver studieux, j'avais l'humour en berne. Les déclarations consternantes de nos différents candidats à l'érection [*sic*] présidentielle m'avaient laissé songeur. À qui faire confiance ? Entre les tricolorades royales, les menaces en tous genres d'un nain d'origine hongroise (je n'ai rien contre les Hongrois et j'adore le goulasch), les balancements d'un pied sur l'autre de notre Béarnais, les chevauchées wagnériennes et sans souffle d'un borgne breton, sans compter les boutades de Sarrasins, hors du royaume, par un Vendéen nasillard ? Les autres, les « petits » candidats, se partageaient tristement les restes d'une démocratie bien malade, au nom de l'écologie et de l'altermondialisme. Cette fois-ci encore, écartelée entre chômage et exclusion, la classe ouvrière n'irait pas au paradis !

Donc, j'avais besoin de rigoler. Et là, j'ai été servi. Enfin un récit à donner envie d'être vieux. Je vais sur mes 69 printemps. Dans *On les aura !*, la truculence le dispute à la trivialité. Le délire est « hénaurme ». Le récit, à l'emporte-pièce, fait mouche à tous les coups. Les diverses institutions ne sortent pas grandies de cette saga époustouflante et jubilatoire. À chaque page, j'ai ri. Et pourtant, au départ, ce n'était pas gagné. Le quotidien d'une maison de retraite ne prête pas à rire, ni même à sourire, en général. Là, c'est plein de vie, un humour à la tronçonneuse, un vocabulaire à faire rougir San Antonio. Comme quoi, il y a une vie après la vie ! Et que ça saute !

Si vous avez envie d'oublier vos petites misères, lisez donc *On les aura !*, de Rolland Hénault. Je ne connais pas son âge, mais je lui souhaite une vieillesse aussi « jeune » que celle de ses héros. Quant à moi, si les hasards de la vie m'obligeaient à fréquenter le « camp », j'aimerais bien y croiser des vieux de la vieille, tels que Ferdinand, le Sidi et Alphonse, les auteurs de cette réjouissante révolte. Âmes sensibles s'abstenir. Toute bonne bibliothèque libertaire se doit d'avoir dans ses rayons *On les aura !* Et en bonne place.

Benoist Rey

Moussa et David, Deux enfants d'un même pays

Il était une fois deux enfants, Moussa et David, deux enfants d'un même pays, mais séparés par un mur, un mur de béton sur un sol rendu aride à force de destructions et un mur construit dans les têtes par une propagande distillée depuis la petite enfance.

Qu'il serait facile de se rencontrer si les enjeux, dépassant de loin les populations qui y vivent, ne construisaient des murs de haine et de honte sur un territoire si petit. Un territoire où se déroule un conflit emblématique de l'injustice, de l'absurdité et de la manipulation des esprits, source d'amalgames meurtriers et de discrimination. Mais, parfois, de simples désirs, de petites parenthèses ouvrent des brèches ponctuelles dans une séparation organisée.

C'est l'aventure traitée dans cette BD pas comme les autres. Maurice Rajsfus revient sur l'histoire d'une région déchirée, celle du Moyen-Orient. En un mot c'est une fable réaliste que, peut-être, certains et certaines auront du mal à comprendre car l'auteur ne choisit pas de camp, mais s'appuie sur un point de rencontre possible.

Réaliste, critique et engagé, Maurice Rajsfus l'est depuis longtemps en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient. Critique de la politique israélienne appliquée par les gouvernements successifs, des accords d'Oslo, de l'occupation et de l'accélération de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, il est aussi engagé pour les droits de la population palestinienne. Journaliste, historien et militant, Maurice Rajsfus est l'auteur de plusieurs essais sur la question, *Retours d'Israël* (L'Harmattan, 1987), *Israël-Palestine, l'Ennemi intérieur* (La Brèche, 1988), Palestine, *chronique des événements courants* (1988-1989) (L'Harmattan, 1990), Retour de Jordanie. *Les Réfugiés palestiniens dans le royaume hachémite* (*La Brèche*, 1990). Dans chaque ouvrage, les entretiens, les rencontres, les constats permettent une autre analyse, à contre-courant, avec les militants et militantes qui luttent sur le terrain. Il s'y livre aussi à un décryptage du sionisme et de la propagande qui en découle.

La situation actuelle dans cette région fait des populations palestinienne et israélienne qui y vivent des victimes. Victimes à des degrés différents bien sûr, car des deux côtés s'érigent des ghettos : ghetto contrôlé, bombardé, violent, misérable et invivable du côté palestinien ; ghetto pour une population militarisée et sous haute surveillance, en voie de paupérisation et au bord de l'implosion, côté israélien où des dirigeants militaristes reconstruisent ainsi les lieux d'antan que leurs parents et grands-parents avaient fuis.

Une partie de football entre jeunes israéliens et palestiniens, à Herzliya, le 18 avril 2005

Après le rêve d'une réconciliation possible, l'espoir de la fin d'une occupation inique, d'une paix juste pour tous et toutes, la politique et les enjeux de pouvoir avaient rapidement tout brisé et transformé le rêve en cauchemar. Trop d'enjeux politiques activés par-delà les océans, trop d'idéologie, trop de stratagèmes, de violations des droits, de faux-semblants et de fausses promesses.

Mais si le constat est désespérant, la lutte a un effet, pas sur les gouvernements, mais sur l'esprit des individus. C'est ce qu'affirmait Tanya Reinhart, intellectuelle militante israélienne disparue en mars dernier : « Nous représentons la majorité des gens. Cette lutte semble parfois futile, mais elle est très importante et elle a des effets. [...] Les Israéliens qui se dressent aux côtés des Palestiniens face à l'armée sont venus en Cisjordanie, parce qu'ils savent qu'il existe une loi supérieure à la loi de l'armée sur les zones militaires interdites : il y a la loi internationale, qui interdit le nettoyage ethnique, et il y a la loi de la conscience. Ce qui les ramène, jour à près jour, c'est le nouvel accord conclu entre les peuples de ce pays, un pacte de fraternité et d'amitié entre Israéliens et Palestiniens. Ils savent qu'il est possible de vivre autrement sur cette terre. » [1]

Vivre autrement sur cette terre : deux jeunes garçons, Moussa le Palestinien et David l'Israélien, se retrouvent sur un terrain de jeux malgré l'occupation et l'environnement social et médiatique. La bande dessinée – pour les enfants et les adultes aussi – traite de la Palestine, de l'histoire de cette région, des peuples qui y ont vécu et qui y vivent, de l'occupation israélienne, de la violence et de l'injustice, et enfin de l'amitié possible entre les enfants des deux côtés du mur. Le récit de Maurice Rajsfus et les images de Jacques Demiguel portent un regard sur un futur différent. À ceux et celles qui parleront de bons sentiments déconnectés de la réalité, je répondrai que cette BD est une approche qui refuse la seule perspective conflictuelle qui est habituellement présentée dans les médias.

Moussa et David. Deux enfants d'un même pays est un texte à réflexion, soutenu par des illustrations fortes et belles : de quoi poser de nombreuses questions.

Christiane Passevant

1. Tanya Reinhart, *L'Héritage de Sharon. Détruire la Palestine (suite)*, La Fabrique, 2006. L'auteure fait ici allusion à la lutte contre le mur de séparation. Tous les vendredis, à Bil'in (Cisjordanie), militantes et militants palestiniens, israéliens et internationaux manifestent contre le mur. Cette lutte a été initiée par les anarchistes contre le mur et des refuzniks.

Moussa et David. Deux enfants d'un même pays **de Maurice Rajsfus et Jacques Demiguel (éditions Tartamudo), 51 pages, 10 euros.**

Strasbourg & Fribourg

1er Mai rouge et noir

La Fédération anarchiste de Strasbourg et l'Antifaschistische Aktion Offenbourg avaient appelé à se rassembler à 10 heures place de la Bourse, pour la manifestation du 1er Mai révolutionnaire qui était soutenue par une dizaine de groupes allemands venant de Fribourg, Mannheim et Stuttgart. Pour la musique, nous avions prévu une sono tirée par un vélo, et le mégaphone pour les slogans. À la tête du cortège, une banderole commune avec le slogan « Ni Dieu ni État, ni Nation Autogestion » dans les deux langues, et sur les côtés notre banderole FA et celles des camarades allemands.

Peu après 10 heures le cortège rassemblant quelque 250 personnes s'est mis en route en traversant le centre-ville aux cris de « Viva, viva anarquia ! ». Ensuite le cortège rouge et noir a rejoint, place de l'Homme-de-Fer, le cortège syndical qui avait déjà quitté la place de la République. Nous nous sommes alors insérés en tête du cortège politique. Tout au long du parcours, notre cortège a scandé des slogans anticapitalistes et internationalistes, plus revendicatifs que ceux entendus habituellement le 1er Mai à Strasbourg. Des tracts bilingues rappelant les origines du 1er Mai et présentant le projet anarchiste ont été distribués. Grâce à la présence des Allemands, notre cortège a été particulièrement remarqué par les quelques passants, guère habitués à voir un bloc « en carré ». Notre présence n'a pas forcément réjoui tout le monde, une partie du service d'ordre syndical avait décidé de former une ligne devant notre cortège, ralentissant la banderole de tête.

Arrivés place Broglie, lieu de dissolution de la manifestation, les syndicats ont prononcé leurs habituels discours qui n'ont guère suscité d'intérêt chez la majorité des personnes présentes. Pendant ce temps, un cracheur de feu distrayait la foule.

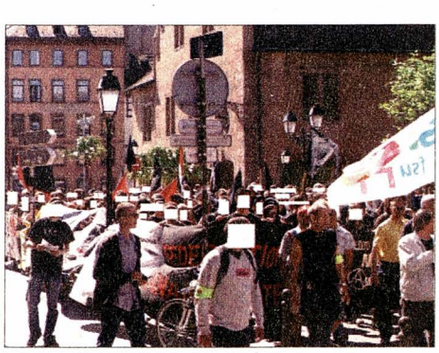
Ensuite nous nous sommes rendus au Molodoï au son des Béru et autres groupes à tendance anar. Au Molodoï, une centaine de personnes a partagé un repas à prix libre suivi d'une pause pendant laquelle les participants ont pu échanger et s'informer auprès des diverses tables de presse. Ensuite un débat portant sur les espaces libres avec une présentation du KTS (centre autonome de Fribourg) et du Molodoï a eu lieu. L'échange fut très instructif, en effet, en comparant les modes de fonctionnement des deux lieux alternatifs, nous avons pu nous rendre compte que les problématiques étaient souvent les mêmes malgré quelques différences dans les modes de décisions.

Après une journée déjà bien remplie, de nombreux militants se sont rendus à la Love or Hate parade à Fribourg pour soutenir le KTS, toujours menacé dans son existence, et pour protester contre la casse sociale. La police allemande a procédé aux premiers contrôles à partir de Kehl. Autour de Fribourg, les contrôles se sont multipliés. À Fribourg même, la présence policière fut massive pour encadrer plus de 1 000 personnes venues participer à la parade. Celle-ci fut rapidement encerclée et la police a matraqué à quelques reprises, en faisant également usage de gaz lacrymogène. Pour autant les manifestants ne se sont pas laissés décourager et ont continué à faire la fête autour des camions sono, malgré la pression policière qui aura finalement rendu la traversée du centre-ville impossible.

Le 1er Mai avec une mobilisation commune des deux côtés de la frontière nous a permis de renforcer les liens avec les camarades allemands et de renouer avec le caractère internationaliste de la journée de lutte des travailleurs. Nous tenons d'ailleurs à remercier tous ceux qui ont fait le déplacement pour participer à la manif à Strasbourg et plus particulièrement tous les groupes allemands qui ont soutenu le 1er Mai et qui ont largement diffusé l'information dans le Bade-Würtemberg.

Groupe de Strasbourg
de la Fédération anarchiste

Plus d'infos sur www.fastrasbg.lautre.net



Jeudi 10 mai

Chronique hebdo à 10 heures : Analyse libertaire de l'actualité, par Jacques et Gérard.

De rimes et de notes à 12 heures : Actualité de la chanson et du spectacle. En prévision du gala de soutien du samedi 12 mai à 20h30 au Forum Léo-Ferré (Ivry), à l'occasion des 10 ans de l'émission.

Si vis pacem à 18 heures : Le pacifisme sur scène, en présence d'Elie Pressmann, écrivain.

Entre chiens et loups à 20 h 30 : Art & Anarchie AbEL k1 sera notre invité : auteur, compositeur, interprète, dans la veine de la chanson pop rock. Avec des textes très malins et des mots rebondissants, AbEL K1 sait charmer ses auditeurs… Présent également, MIRO, pour son album *Le Vainqueur jaloux* (sortie en février 2007).

Vendredi 11 mai

Place aux fous à 13 heures ; Philosophie & Musique. Disciplines de l'indiscipline Oliver Pascault et Valentin Schaepelynck reçoivent Jens Badura, philosophe (Paris 8), ancien membre d'Attac et membre fondateur de « Durchdenker-Agence pour la pensée transverse » (http://www.durchdenker.de/), pour une traversée délibérément agitée de la réification du monde en globalisation.

La grenouille noire à 21 heure : Anarchisme & écologie. L'émission sera consacrée à l'alimentation. Il sera notamment question du film *We feed the world, le marché de la faim.*

Ça booste sous les pavés à 22 h 30 : Musiques, reportages, actus… Invité de Squale : Patrick Lenain, un des fondateurs de l'asso Percujam, dont la particularité est de faire jouer des autistes, artistes sur scène. Nous recevrons également des membres de l'asso DiscoBabel, pour la sortie de la revue *Minimum Rock and Roll* opus n°4, avec soirée de lancement le 16 mai.

Samedi 12 mai

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures : Présentation du colloque sur Willem Reich avec Roger Dadoun.

Chronique syndicale à 11 h 30 : Luttes et actualités sociales. Invité : Hervé Kempf, pour son livre *Comment les riches détruisent la planète.*

Chroniques rebelles à 13 h 30 : Débats, dossiers, rencontres… Livres et films, à l'occasion de la Fête du livre libertaire au 33, rue des Vignoles, Paris 20e.

Deux sous de scène à 15 h 30 : Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Dimanche 13 mai

Tempête sur les planches à 14 h 00 : *Le Mandat* de Nicolaï Erdman… Erdman écrit cette pièce à 24 ans, 7 ans après la révolution russe. Interdite par les autorités soviétiques jusqu'en 1987 et quasiment jamais jouée en France, cette comédie politique donne à voir l'absurdité d'un pouvoir soviétique naissant, ainsi que deux familles bourgeoises dans une grotesque conspiration contre le pouvoir.

Le Mélange à 17 heures : L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Lundi 14 mai

Lundi matin à 11 heures : Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures : Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 : Humour et humeur noirs… Revue de presse politiquement incorrecte, par la bande des Carmélites Pentus.

Mardi 15 mai

Idéaux et débats à 18 heures : Millefeuille en 10 leçons Deux parties pour l'émission du jour ! Une première partie en différé : nous diffuserons l'entretien avec Philippe Ségur, réalisé le 23 mars, pour son roman intitulé *Écrivain (en 10 leçons).* Une deuxième partie en direct : nous recevrons Isabelle Jarry, pour son roman intitulé *Millefeuille de onze ans.*

Paroles d'associations à 19 h 30 : Magazine de la vie associative et culturelle. Maître Isabelle Steyer, avocate des femmes victimes de violences conjugales.

Mercredi 16 mai

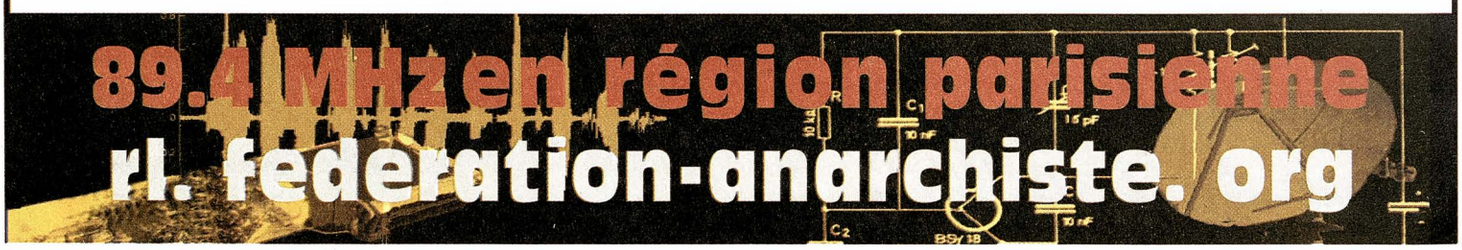
Blues en liberté à 10 h 30 : Émission musicale blues Otis Spann, pianiste jamais égalé.

Le manège à 14 heures : Littérature & Cinéma. L'invité littéraire : Yves Pagès, pour les dix ans des éditions Verticales, par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures : À l'heure du goûter… Reggae et autres, avec Shanti D., Papa Laurent et Papa Frédéric… Lève ton doigt en l'air, Libertaire !

Ras les murs à 20 h 30 : Actualités des luttes de prisonniers Nous recevrons Mme et M. Chenu, autour du film dont ils ont été les principaux « acteurs », *Au-delà de la haine : de la barbarie à l'humanité* (documentaire réalisé par Olivier Meyrou, sorti sur les écrans le 14 mars 2007). Par Nicole Fontan.

Traffic à 22 h 30 : Musiques urbaines et libres propos. Le saxophoniste Sylvain Cathala sera dans Traffic pour présenter le dernier album de Print, *Baltic dance* (sorti en janvier dernier). Sylvain en profitera pour nous allécher en prévision de la prochaine « Réunion n°4 » à l'Olympic Café, sur scène : un big band de 18 musiciens ! Mais où vont-ils se mettre ?…



Jeudi 10 mai
Paris 4e

Rassemblement pour la libération des militant-e-s d'Action directe, de 18 heures à 19 heures devant la direction de l'Administration pénitentiaire, carrefour de la rue de la Verrerie et de la rue du Renard, métro Hôtel-de-Ville.

Vendredi 11 mai
Le Mans (72)

2e Festival des utopies. La libre circulation des peuples est-elle une utopie? Film *America America*, projection et discussion. Entrée libre, buvette, repas, partage... à 18h30, terrain des Subsistances, 14, rue de la Foucandière.

Marseille 1er

Pourquoi faudrait-il punir? Débat avec Catherine Baker, à 18 heures, au Mille pattes, 64, rue d'Aubagne, organisé par le groupe anarchiste de Marseille et Hainedeschaines.

Paris 1er

Procès pour injure publique engagé par Mme Laure Adler et Radio France contre le président du Rassemblement des auditeurs contre la casse de France culture, à 13h30, au Palais de Justice de Paris, 17e chambre correctionnelle (Métro Cité).

Saint-Denis (93)

Une manifestation gigantesque, estimée à un million de personnes par les médias locaux, a envahi dimanche 29 avril tout le centre d'Istanbul pour dénoncer toute remise en cause de la laïcité de la Turquie.
Rencontre-débat avec l'association «Athétürk » (http://atheturk.free.fr/), à 19h30, à la Bourse du Travail de Saint-Denis 9, rue Génin (métro ligne 13 - station Porte de Paris).
Soirée organisée par la Société de défense des laïques non-croyants, non-croyantes et athées.

Samedi 12 mai
Rouen (76)

« Les milieux libres au début du XXe siècle », par l'auteure Cécile Beaudet (Éditions libertaires) à 14h30, à la librairie L'Insoumise, au 128, rue Saint-Hilaire.

Dijon (21)

Conférence-débat avec Hugues Lenoir sur le thème « Qu'est ce que l'anarchisme? », à 18 heures, au local libertaire, au 61, rue Jeanin.

Ivry-sur-Seine (94)

À l'occasion du 10e anniversaire de l'émission De rimes et de notes, soirée de soutien à Radio libertaire, avec Hélène Maurice accompagnée au piano par Dominique Fauchard, Jacky Feydi qui interprète Jean-Roger Caussimon, et Fred Musset, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Entrée 15 euros (tarif unique). Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, ligne 7.
Bar et petite restauration disponible sur place. Plus d'informations sur www.forumleoferre.com.

Marseille 1er

« L'affaire Sacco et Vanzetti : regards nouveaux », conférence-débat avec Ronald Creagh à 17 heures, au Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 20e

Fête du livre libertaire organisée par les éditions CNT-RP. 12h30 : Débat autour de *Discussions avec Bakouine*, avec Frank Mintz. 14 heures : *la Volonté du peuple, démocratie et anarchie*, avec Eduardo Colombo. 15h30 : *Loin des censier battus*, débats autour du mouvement contre le CPE. Stands des éditions CNT-RP, livres neufs et d'occasion, de 12 heures à 19 heures, 33, rue des Vignolles. Métro Avron, ligne 2, ou Buzenval, ligne 9. Buffet et buvette sur place.

Paris 11e

Forum autour de la révolution espagnole, avec Olivier Pinalie, auteur de *Un Dimanche de la vie* (éditions du Monde libertaire), à 16h30, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Le Mans (76)

Suite du Festival des utopies. Conférence-débat « L'Homme nomade ». Atelier libre : réflexions écrites. Rencontre avec les « gens du voyage ». Exposé et débat avec « Voyageur 72 ». Entrée libre. Repas couscous (5 euros). Concert africain à 14 heures, même lieu.

Marseille 1er

À 15 heures, débat sur les prisons pour mineurs avec des militant.e.s du journal *l'Envolée*. À 18 heures, projection d'un film sur le travail-prison, *Une part du ciel*, de J.-M. Carré. À 20 heures, projection d'un film sur le travail-souffrance, *Ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient frappés*, de Sophie Bruneau et M.-A. Roudil. Le tout au 1000 Bâbords, 61, rue Consolat, organisé par le groupe anarchiste de Marseille et Hainedeschaines.

Dimanche 13 mai
Le Mans (72)

Suite du Festival des utopies. Paroles d'émigrés, témoignages vidéo, échanges avec des familles... Rencontre-débat avec l'association Atams (Association des travailleurs arabes du Mans et Sarthe). Repas, théâtre, lectures, textes... Entrée libre à 14 heures, même lieu.

Jeudi 24 mai
Sarlat (24)

« Débats libertaires » sur le thème des libertés individuelles, organisé par le groupe Drapeau noir Périgord de la Fédération anarchiste, au café le Lébérou, 5, rue Jean-Jacques-Rousseau.

Jeudi 31 mai
Paris 11e

Discussion-débat autour de la lutte contre le CPE, à partir de l'ouvrage "Loin des Censier battus" (CNT-RP, 2007, 255 pages) en présence d'étudiant-e-s, profs et latos. Organisé par la librairie Quilombo. A 19H45, au CICP (21ter rue Voltaire Paris 11e)

Samedi 2 juin
Paris 20e

Rendez-vous à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise à l'occasion de la commémoration annuelle de la Semaine sanglante, à 15 heures. Métro Gambetta.

Dimanche 3 juin
Ivry-sur-Seine (94)

Gala annuel de l'Union pacifiste au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Entrée 13,50 euros (10,50 euros pour les étudiants, érémistes, enfants de moins de 16 ans... gratuit pour les enfants de moins de 6 ans). Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, ligne 7. Bar et petite restauration disponible sur place. Plus d'informations sur www.forumleoferre.com.

www.federation-anarchiste.org

RADIO LIBERTAIRE

La voix

89.4 fm

sans dieu sans maître sans publicité

Hélène Maurice, accompagnée au piano par Dominique Fauchard

Juja, Lula, Aruna (Chris), jacky feydi, qui interprétera J-R Caussimon

Avec la participation de Serge Utgé-Royo

DE RIMES ET DE NOTES

le jeudi de 12h à 14h

10 eme anniversaire

GALA de SOUTIEN

à la plus rebelle des radios

Samedi 12 mai 2007

Forum Léo Ferré

11, rue Barbès à Ivry sur Seine

(métro Porte d'Ivry)

Tarif unique : 15 euros.

20h 30

(restauration de 19 h à 20 h 15)

RESERVATIONS Par téléphone : 01.46.72.64.68

Par mail : forumleoferre@club-internet.fr

fédération anarchiste

Forum Léo Ferré